

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 87 — 1012

12 MARS 1987. — Arrêté de l'Exécutif relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant l'encadrement de mesures pour la protection de la jeunesse

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, II, 6°;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1987 relatif au contrôle de l'octroi et l'emploi des subventions; -

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'avis de la Commission instituée par l'article 67 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu l'avis de la Commission de Programmation et de Consultation créée par l'arrêté de l'Exécutif du 9 janvier 1984 déterminant les bases communes applicables à l'agrément et à la subvention des personnes physiques ou morales, des œuvres ou établissements s'offrant à héberger des mineurs placés en vertu de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la reconnaissance et à la subvention des services proposant une alternative à l'hébergement et à la subvention des services de placements familiaux ou d'organisation de maisons familiales agréées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 6 mars 1987;

Vu l'accord du président de l'Exécutif de la Communauté française chargé du budget en date du 12 mars 1987;

Vu la délibération de l'Exécutif du 12 mars 1987;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de pallier l'absence d'un texte législatif complet et cohérent après l'arrêt du Conseil d'Etat annulant plusieurs articles dans l'arrêté de l'Exécutif du 9 janvier 1984 susmentionné;

Sur proposition de notre Ministre des Affaires sociales,

Arrêtons :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- « loi » : la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;
- « Ministre » : membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions;
- « personnes » : personnes physiques ou morales;
- « particulier » : personne physique qui apporte à l'exécution de la loi un concours individuel;
- « services » : services publics et associations de personnes dont le concours est collectif;
- « bénéficiaire » : mineur à l'égard duquel les mesures visées à l'article 2 tendent à assurer soit la protection soit l'aide résidentielle;
- « prise en charge » : mise en œuvre des moyens à l'aide desquels le particulier ou le service apporte son concours à la mesure prononcée ou demandée;
- « unité subventionnée » : bénéficiaire pris en charge;
- « capacité subventionnée » : nombre d'unités subventionnées prises en considération pour le calcul des subventions;
- « capacité agréée » : nombre de mineurs admis à bénéficier simultanément des prestations des particuliers ou des services agréés;
- « taux d'occupation » : rapport entre le nombre de journées de prise en charge effectives et le nombre maximum de journées autorisées eu égard à la capacité agréée;
- « équipe éducative » : ensemble des personnes d'un service qui participent à l'éducation des mineurs.

Art. 2, § 1er. Le présent arrêté s'applique aux personnes et services assurant l'encadrement de mesures pour la protection de la jeunesse prises à l'égard des mineurs en application des articles 31, alinéa 2, 34, alinéa 1, et 37, alinéa 2, 2° et 3°, de la loi.

§ 2. Il s'applique également aux personnes et services qui apportent leur concours à l'application du titre Ier de la loi par une aide résidentielle aux mineurs.

Art. 3. L'agrément des personnes physiques ou morales visées à l'article 2 et l'octroi de subventions à ces particuliers, œuvres ou services sont subordonnés au respect des dispositions du présent arrêté.

Art. 4. Sont soumis aux dispositions du présent arrêté :

1° les particuliers qui accueillent des bénéficiaires contre rémunération dans leur foyer.

Le nombre maximum de personnes accueillies à charge ou non des pouvoirs publics est fixé à trois. Ce nombre peut être dépassé quand le particulier est sollicité d'accueillir les membres d'une même fratrie;

2° les services résidentiels :

a) les maisons familiales c'est-à-dire les services qui, en vue de faire bénéficier les mineurs d'un cadre familial, prennent en charge au maximum dix mineurs. Ce nombre est réduit à concurrence de celui des autres mineurs qui résident habituellement dans ce même foyer;

b) les services organisant des maisons familiales, c'est-à-dire les services dont l'activité exclusive ou principale est l'organisation d'au moins trois et au maximum huit maisons familiales agréées et l'encadrement de leur personnel;

c) les services de placement familial, c'est-à-dire les services dont l'activité exclusive ou principale est la sélection, l'étude et le suivi des particuliers et des mineurs qui leur sont confiés;

d) les autres services résidentiels s'offrant à recueillir collectivement et de façon habituelle des mineurs en application de la loi. Leur capacité agréée est fixée au maximum à septante-cinq;

3° les services non résidentiels, c'est-à-dire ceux qui concourent aux mesures visées à l'article 2, § 1er, du présent arrêté sans que le mineur ne réside dans leurs locaux ou installations, notamment :

a) les centres d'orientation éducative qui ont pour activité exclusive l'orientation éducative des mineurs qui leur sont confiés, soit par le tribunal de la jeunesse de l'arrondissement judiciaire où est établi le siège social du centre ou celui de la résidence du mineur, soit par le Ministre de la Justice;

b) les services organisant des prestations éducatives ou philanthropiques qui ont pour activité exclusive l'organisation de prestations éducatives ou philanthropiques au profit de mineurs qui leur sont confiés, soit par le tribunal de la jeunesse d'un arrondissement judiciaire de la province où est établi le siège social du service ou de celui de la résidence du mineur, soit par le Ministre de la Justice.

TITRE II. — L'agrément

CHAPITRE Ier. — Conditions générales d'agrément

Section 1. — Dispositions communes

Art. 5. § 1er. Les particuliers et les membres du personnel des services visés à l'article 4 ainsi que les personnes occupées régulièrement ou résidant dans les locaux ou dépendances affectés aux activités d'aide ou de protection de la jeunesse des personnes et services agréés doivent être de bonne vie et mœurs.

§ 2. L'état de santé des particuliers, des membres du personnel et des résidents définis au § 1er doit être exempt de tout danger pour les mineurs avec lesquels ils sont en contact. Cet état doit être attesté par un médecin avant tout engagement.

Sans préjudice des dispositions de la législation sociale relatives à la médecine du travail qui leur sont applicables, les particuliers, membres du personnel et résidents sont tenus de se soumettre annuellement à un examen médical.

§ 3. Les membres du personnel doivent posséder les qualités de contact et d'équilibre émotionnel nécessaires à leurs prestations et être aptes à adopter des attitudes pédagogiques adéquates et à participer à l'éducation des mineurs.

§ 4. Les personnes et services sont tenus de respecter les obligations légales visées aux articles 76 et 77 de la loi relatifs aux convictions religieuses et philosophiques et à la langue des familles auxquelles les mineurs appartiennent ainsi qu'à l'obligation au secret.

§ 5. Les personnes et services doivent se soumettre à l'inspection des fonctionnaires délégués à cet effet par l'Exécutif de la Communauté française.

Art. 6. Les particuliers et services sont tenus de faire couvrir par des polices d'assurance :

1° la responsabilité civile des personnes et services agréés. Cette police doit couvrir les dommages causés par leur fait personnel ainsi que ceux causés par les personnes et biens dont ils doivent répondre;

2° la responsabilité civile personnelle des mineurs accueillis :

a) du chef des dommages causés par leur défaut de prévoyance ou de précaution, notamment en leur qualité de piéton ou de cycliste;

b) du chef de la réparation à laquelle ils seraient condamnés en vertu de l'article 1386bis du Code civil;

3° le dommage corporel causé aux mineurs pris en charge soit par le fait d'autres mineurs accueillis, soit par l'effet d'un événement ne donnant pas lieu à responsabilité dans le chef du particulier ou du service agréé.

Art. 7. § 1er. Les lieux où s'exerce l'activité de la personne ou du service doivent être salubres et adaptés aux objectifs éducatifs.

§ 2. L'ambiance dans les lieux où sont accueillis les mineurs doit tendre à leur épanouissement et favoriser leur intégration dans la société.

Art. 8. Tout événement grave — décès, accident et maladie grave, fugue, incident disciplinaire sérieux entre autres — doit être porté sans délai à la connaissance des autorités de placement et de l'administration compétente en matière de protection de la jeunesse.

Section 2. — Dispositions particulières

Art. 9. Les services doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° Avoir un médecin attitré en vue d'assurer la supervision générale des aspects médicaux et d'hygiène liés à la prise en charge des mineurs.

2° Un local doit être équipé pour dispenser les soins courants. Un membre du personnel doit être capable de dispenser les premiers soins.

3° Disposer d'une réserve de médicaments nécessaires aux premiers soins dans une armoire fermée à clé et située dans un endroit inaccessible aux mineurs.

4° Ouvrir un dossier au nom de chaque mineur dès son arrivée.

Ce dossier qui est tenu à la disposition de l'inspecteur visé à l'article 5, 5°, contient :

a) les renseignements d'ordre administratif;

b) le programme d'éducation, d'instruction et de traitement du mineur ainsi que les pièces relatives à son évolution dans ces domaines; il y figure de même une copie des rapports à adresser aux autorités de placement;

c) tous renseignements concernant la santé et les examens d'orientation professionnelle et médico-psychologiques.

Le caractère confidentiel de ce dossier doit être préservé.

Les documents à caractère médical ne peuvent être communiqués qu'à l'inspecteur-médecin délégué par le Ministre à cet effet.

5° Chaque membre du personnel, à l'exception du personnel ouvrier et administratif, tiendra un registre d'activités tel qu'il est défini par le Ministre. Les membres d'une seule et même équipe éducative tiendront un seul registre pour l'ensemble de l'équipe.

6° Assurer en permanence une direction effective. A cet effet, pendant les heures normales d'activités, la présence sur place d'un membre du personnel possédant la qualification et la délégation voulues pour prendre les mesures en cas d'urgence est requise. Pendant la nuit et, à titre exceptionnel pendant la journée, la responsabilité peut être déléguée à une personne majeure capable de prendre des mesures en cas d'urgence et de répondre aux demandes tant extérieures qu'intérieures. En tout état de cause, il est indispensable qu'un responsable qualifié puisse être contacté à tout moment.

Le projet éducatif mentionnera les heures normales d'activité, les noms, fonctions et qualifications des personnes possédant la délégation, ainsi que leur lieu de travail habituel. Les dispositions pratiques doivent figurer au registre d'activité.

7° Elaborer un projet éducatif global en concertation avec l'équipe éducative et s'y conformer.

Ce projet se fera en référence à une grille normalisée établie par le Ministre.

8° Tenir une comptabilité régulière suivant le plan comptable minimum normalisé. Cette disposition n'est pas applicable si un pouvoir public est le pouvoir organisateur et, qu'à ce titre, un autre plan comptable est imposé.

9° Adresser annuellement au Ministre et suivant les modalités définies par celui-ci :

a) avant la fin du premier trimestre, un exemplaire des comptes annuels de l'année écoulée ainsi qu'un projet de budget pour l'exercice en cours; il y est joint soit une copie du rapport du reviseur d'entreprises qui a certifié les comptes annuels, soit une attestation d'un expert comptable externe qui les a vérifiés.

En ce qui concerne les pouvoirs publics qui sont organisateurs de services, la précédente exigence est remplacée par une attestation des comptes délivrée par l'autorité compétente;

b) avant le 30 juin, un rapport d'activités éducatives couvrant la période allant du mois de juin de l'année précédente au mois de mai de l'année en cours.

10° Etre constitués en association sans but lucratif ou sous toute autre forme associative exclusive de la poursuite d'un gain matériel ayant la personnalité juridique. Les maisons familiales sont dispensées de cette obligation.

Art. 10. Les services résidentiels, à l'exception des services de placement familial, devront satisfaire aux conditions suivantes :

1° Les bâtiments et installations doivent répondre aux normes décrites à l'annexe 1 du présent arrêté.

2° Le nombre maximum de mineurs pouvant être hébergés doit être indiqué dans la demande d'agrément.

3° Tout mineur est soumis à un examen médical par le médecin visé à l'article 9 au plus tard dans les huit jours de son admission et ensuite au moins chaque année ou chaque trimestre suivant qu'il a plus ou moins de sept ans.

4° La direction doit veiller à l'exécution des prescriptions médicales et de celles résultant des examens médico-psychologiques éventuels.

5° Les normes de l'hygiène doivent être respectées : elles doivent être enseignées et appliquées aux mineurs. La nourriture doit être conforme aux prescriptions de la diététique et approuvée par le médecin visé à l'article 9.

Un carnet de menus est tenu à cette fin.

6° Les mineurs doivent disposer d'un trousseau personnel individualisé et en bon état. Rien dans leur tenue vestimentaire ne peut les distinguer des autres mineurs.

Un inventaire de ce trousseau est établi au début et à la fin de la prise en charge.

Les vêtements, le linge de corps, les chaussures, les objets de toilette et la literie doivent être propres et régulièrement entretenus.

7° Les relations, avec l'extérieur notamment, doivent être encouragées dans toute la mesure du possible.

8° Le régime éducatif doit être adapté aux besoins des mineurs. Toute demande d'agrément expose les méthodes pédagogiques auxquelles les services se proposent de recourir. Ces méthodes feront l'objet d'évaluations et de mises au point périodiques par l'équipe éducative.

9° Un horaire prévoyant un emploi du temps équilibré doit être établi. La durée du repos notamment doit être appropriée à l'âge et aux besoins des mineurs.

10° Les dispositions doivent être prises pour permettre aux mineurs l'approfondissement de leur formation morale et l'exercice de leur religion éventuelle selon ses préceptes et ses obligations conformément aux renseignements donnés à cet égard par l'autorité de placement en application de l'article 76 de la loi.

11° Tout mineur doit être soumis en temps utile à un examen d'orientation scolaire et professionnelle.

12° Suivant les aptitudes du mineur, l'enseignement, conforme aux règles arrêtées ou admises par le Ministère de l'Education nationale, et la formation professionnelle doivent être assurés dans le respect des conditions de l'article 76 de la loi.

13° Les mineurs ne peuvent être occupés à des travaux d'entretien utiles à leur formation ou à leur éducation que pour autant que leur état physique et leurs prestations scolaires ou professionnelles le permettent.

14° Des loisirs doivent être organisés en fonction de l'âge et des besoins des mineurs.

15° Les sanctions doivent être adaptées à la personnalité du mineur et concourir à son éducation. Elles ne peuvent être ni dégradantes ni humiliantes. En aucun cas, elles ne peuvent avoir de conséquences traumatisantes. Toute correction corporelle et privation de repas sont prohibées.

Le projet éducatif mentionnera les sanctions qui seront éventuellement utilisées par le service. La manière dont celui-ci les aura mises en œuvre dans les cas d'espèces est indiquée dans le registre d'activités.

16° Les différentes maisons familiales organisées par un service ainsi que les différentes sections d'un service d'encadrement résidentiel ne peuvent être distantes de plus de quinze kilomètres du lieu de travail habituel de la personne assurant la direction effective.

17° Le projet éducatif justifie d'un encadrement minimum en personnel. A partir d'une capacité agréée de quinze, il doit être équivalent à 0.45 temps plein par mineur pris en charge, dont la moitié au moins d'éducateurs. Au moins la moitié de ces derniers doit justifier d'une qualification d'éducateur classe 1.

Art. 11. Les maisons familiales doivent également satisfaire aux conditions suivantes :

1° Le responsable de la maison doit habiter effectivement sur place. Pour les cas d'absence, de maladie ou d'empêchement, il désigne une personne apte à le remplacer. L'identité complète de cette personne doit être transmise pour information à l'administration de la protection de la jeunesse.

2° L'exercice, par un cohabitant, d'une activité distincte de celle de la maison familiale doit être compatible avec son rôle dans celle-ci et ne peut y être une cause de trouble. Lorsqu'il participe aux activités de la maison familiale, ses prestations peuvent être prises en considération comme prestations à temps partiel.

Art. 12. L'admission de mineurs autres que les bénéficiaires est autorisée dans les limites de la capacité agréée. Ces autres mineurs ne sont toutefois pas considérés comme unités subventionnées.

Art. 13. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent sans préjudice de l'exécution des dispositions du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-pédagogiques pour handicapés.

CHAPITRE II. — Procédure d'agrément

Art. 14. La demande doit être introduite auprès du Ministre à l'aide des documents délivrés à cet effet par l'administration.

Art. 15. § 1er. Le Ministre transmet la demande au secrétaire de la commission d'agrément qui l'enregistre et accuse réception au demandeur. La commission rend son avis dans les trois mois de l'enregistrement de la demande. Elle en informe le Ministre et le demandeur.

§ 2. Lorsque les circonstances ne permettent pas d'apprécier tous les éléments de la cause, ce délai peut être prolongé de trois mois. Il en est de même lorsqu'il apparaît de l'examen que, quoique toutes les conditions d'agrément ne soient pas remplies, elles pourraient l'être au cours de ce nouveau délai.

§ 3. Lorsque l'avis n'a pas été rendu dans le délai prévu, le Ministre peut convoquer la commission d'office. Dans ce cas, celle-ci délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 16. Dans le mois qui suit la réception de l'avis de la commission d'agrément, le Ministre informe le demandeur de la suite qui est réservée à sa demande et lui communique le montant des subventions qui lui sont allouées pour l'année en cours.

TITRE III. — L'octroi de subventions

CHAPITRE I. — Dispositions générales

Art. 17. § 1. Les subventions octroyées aux personnes et services agréés comprennent, selon les cas, une partie variable et une partie fixe.

§ 2. Les subventions sont fixées à l'annexe 1 du présent arrêté.

Section 1. — La partie variable de la subvention

Art. 18. § 1. La partie variable se compose de la subvention journalière pour frais ordinaires et de la subvention journalière pour frais spéciaux :

a) la subvention pour frais ordinaires couvre l'ensemble des frais inhérents à la présence du bénéficiaire notamment l'alimentation, l'habillement, le blanchissage, la réparation des chaussures, les frais pharmaceutiques courants, les objets de toilette, les frais de coiffure, les activités éducatives, la surveillance médicale, les frais de culte ou de morale laïque;

b) la subvention pour frais spéciaux couvre l'ensemble des frais de transport, des frais scolaires, des frais pour activités parascolaires, des frais de vacances, des frais de premier trousseau et l'argent de poche.

§ 2. La subvention journalière est fonction de l'âge du mineur ainsi que de la personne ou du service qui assure sa prise en charge.

§ 3. Le Ministre détermine les frais spéciaux exceptionnels qui peuvent être accordés en plus de la subvention forfaitaire et la procédure de liquidation de ceux-ci.

Art. 19. La liquidation de la partie variable de la subvention se fait mensuellement et à terme échu sur base des listes de présence de bénéficiaires communiquées à l'administration qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions.

Cette liste mentionnera également le nombre de journées de présence des mineurs non bénéficiaires.

Section 2. — La partie fixe de la subvention

Art. 20. § 1. La partie fixe se compose d'une subvention forfaitaire pour frais de personnel et d'une subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement; elle est fixée en prenant en considération les caractéristiques du service et la capacité subventionnée.

§ 2. Au mois d'octobre de chaque année, le Ministre arrête la capacité subventionnée de l'année suivante et communique sa décision au service concerné. Elle est fixée en fonction du nombre de prises en charge pendant la période à laquelle se réfère le rapport annuel d'activités éducatives dont question à l'article 9, 9^o.

Art. 21. § 1. Lorsque, au cours de la période de référence dont question à l'article précédent, le taux d'occupation du service résidentiel est égal ou supérieur :

a) à septante centièmes de la capacité agréée pour les maisons familiales et les services d'une capacité de moins de quinze;

b) à quatre-vingts centièmes de la capacité agréée pour les services organisant des maisons familiales et pour les services à partir d'une capacité de quinze;

c) à quatre-vingt-cinq centièmes de la capacité agréée pour les autres services à partir d'une capacité de soixante,

la capacité subventionnée est égale à la capacité agréée.

§ 2. Dans les autres cas, la capacité subventionnée est égale à l'occupation moyenne de la période de référence augmentée de dix centièmes. Le nombre ainsi obtenu est, s'il échet, arrondi à l'unité supérieure.

§ 3. Lorsque, pendant deux années consécutives, la capacité subventionnée est inférieure à la capacité agréée, le service peut demander le réajustement de cette dernière. Le Ministre, après avoir pris l'avis de la commission d'agrément, fixe alors la nouvelle capacité agréée.

Art. 22. Pour les services de placement familial, la capacité subventionnée correspond au nombre moyen de mineurs pris en charge pendant la période de référence.

Art. 23. § 1. Lorsqu'il agréé un service non résidentiel, le Ministre fixe sa capacité subventionnée. Celle-ci est d'un minimum de vingt-quatre et d'un maximum de septante-deux unités subventionnées.

§ 2. Lorsque, au cours de la période de référence, le nombre de prises en charge a été inférieur ou supérieur de plus de six unités par rapport à la capacité subventionnée, celle-ci peut être revue par le Ministre après avis de la commission d'agrément.

A. La subvention forfaitaire pour frais de personnel.

Art. 24. § 1. Pour chaque service, des normes de référence permettent d'établir le nombre d'emplois à prendre en considération pour le calcul de la subvention forfaitaire pour frais de personnel. Ces normes figurent en annexe 4 du présent arrêté.

§ 2. Pour chaque service résidentiel, un montant forfaitaire servira de base au calcul de la subvention. Il s'agit du quotient de la masse salariale provisionnelle totale prise en considération en 1988 — ou de la masse salariale subventionnée dans le cas des services de placement familial et services organisant des maisons familiales — par le nombre d'emplois auxquels elle se réfère. Le cas échéant, cette masse salariale sera adaptée pour tenir compte de la modification de certains barèmes.

§ 3. Pour chaque service non résidentiel, un montant forfaitaire sert de base au calcul de la subvention à partir de 1988. Il s'agit du quotient de la masse salariale provisionnelle totale prise en considération en 1987 par le nombre d'emplois auxquels elle se réfère. Le cas échéant, la masse salariale sera adaptée pour tenir compte des exigences du présent arrêté et de la modification de certains barèmes.

§ 4. La subvention forfaitaire pour frais de personnel est le produit du nombre d'emplois à prendre en considération par le montant forfaitaire.

§ 5. Chaque année la subvention forfaitaire pour frais de personnel peut être adaptée sur la base d'un coefficient fixé par le Ministre.

Art. 25. § 1. La subvention forfaitaire pour frais de personnel n'est allouée à titre définitif que si elle est justifiée par la production des pièces justificatives requises par l'administration. La partie de la subvention qui ne serait pas justifiée constitue un indu remboursable.

§ 2. Est également admis comme justification de la subvention pour frais de personnel, sur base de factures dûment établies, le paiement des prestations de personnes ou de sociétés de services lorsqu'elles accomplissent des tâches administratives ou comptables nécessaires au bon fonctionnement du service ou au respect des conditions d'agrément.

§ 3. Ne sont toutefois pas prises en considération pour la justification de la subvention pour frais de personnel, les rémunérations allouées aux membres du personnel qui font partie du conseil d'administration ou de l'organe de contrôle équivalent.

B. La subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement.

Art. 26. La subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement est le produit de la capacité subventionnée par le montant prévu à l'annexe 3 pour la catégorie à laquelle appartient le service. Elle couvre notamment les frais de literie, lingerie, les assurances, les produits d'entretien, l'entretien des locaux, l'eau, le gaz, l'électricité et les combustibles, les frais de bureau et les frais de déplacement de service, la charge comptabilisée pour l'amortissement des immeubles dont le service est propriétaire ou la location des immeubles qu'il occupe ainsi que l'amortissement du mobilier et du matériel.

C. Dispositions relatives à l'ensemble de la subvention forfaitaire.

Art. 27. § 1. Lorsqu'en application de l'article 12 le service accueille des mineurs non bénéficiaires, l'ensemble de la subvention forfaitaire est réduite proportionnellement à l'occupation résultant de la prise en charge de bénéficiaires. Elle est fixée provisoirement sur base de la situation de 1986 pour 1987 et sur base de la situation durant la période de référence citée à l'article 20, § 2, pour 1988 et les années ultérieures.

§ 2. L'ensemble de la subvention forfaitaire est attribué aux services à concurrence d'un douzième par mois.

§ 3. En cas de modification de la capacité agréée pendant l'année, la capacité subventionnée peut être adaptée en conséquence. Dans ce cas, le montant de la subvention forfaitaire à octroyer à partir de cette modification jusqu'à la fin de l'année est également revu.

Art. 28. § 1. Le Ministre, après avoir pris l'avis de l'organe de concertation, procède :

1° à l'adaptation de la capacité subventionnée lorsque le service justifie avoir été empêché de fonctionner normalement par l'effet d'événements calamiteux, cas fortuit ou toute autre circonstance de force majeure;

2° à l'adaptation de la subvention pour frais de personnel d'un service :

a) soit lorsqu'il en justifie la nécessité en raison des besoins particuliers des bénéficiaires ou de l'opportunité d'expérimenter un projet éducatif original;

b) soit lorsque, en raison de l'évolution de l'ancienneté et de la qualification de son personnel, le mode de calcul de cette subvention lui est particulièrement préjudiciable;

3° à la fixation provisoire de la capacité subventionnée et de la subvention forfaitaire pour frais de personnel de nouveaux services agréés jusqu'au moment où elle pourra être déterminée comme prévu à l'article 21 du présent arrêté.

§ 2. L'adaptation de la subvention forfaitaire pour frais de personnel en application du § 1, 2° a, n'est accordée qu'aux services justifiant d'un taux d'occupation égal ou supérieur aux taux dont question à l'article 21.

Art. 29. Le rapport annuel d'activités éducatives visé à l'article 9, 9° établit la justification des demandes d'adaptation introduites en application de l'article précédent. Ce rapport fait état du nombre de prises en charge et, s'il échet, de leur répartition suivant les différents modes repris à l'article 35 du présent arrêté. Il établit les tendances de leur évolution. En égard au projet éducatif, il justifie l'encadrement mis en œuvre pour la réalisation effective de celui-ci ainsi que la manière dont les qualifications du personnel y ont contribué.

Section 3. — Dispositions relatives à l'ensemble de la subvention

Art. 30. Toute dépense effectuée doit pouvoir être justifiée. Les preuves de paiement doivent être tenues à la disposition de l'administration.

Art. 31. Les subventions allouées sont diminuées à concurrence des subventions qui sont versées par d'autres pouvoirs publics. Il n'est toutefois tenu compte de celles-ci que dans la mesure où elles ont été versées pour couvrir les dépenses déjà prises en considération pour la fixation des subventions allouées.

Art. 32. Il n'est compté qu'une seule journée d'entretien pour le jour de l'entrée et celui de la sortie du mineur d'âge pris en charge en vertu de la loi, cette journée est celle de l'entrée.

Art. 33. § 1. Sans préjudice des dispositions de l'article 72 de la loi, les subventions allouées aux personnes et aux services sont diminuées de la participation salariale des bénéficiaires lorsqu'ils travaillent.

§ 2. Les subventions allouées aux personnes sont diminuées des allocations familiales perçues du chef des bénéficiaires. Le complément d'allocations octroyées du chef de bénéficiaires handicapés n'entre cependant pas en ligne de compte pour le calcul du montant à déduire des subventions.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières

Section 1. — Encadrement par des personnes

Art. 34. § 1. Les particuliers agréés peuvent obtenir une subvention journalière.

Cette subvention n'est pas allouée si le nombre total de personnes accueillies dans la famille contre rémunération à charge ou non des pouvoirs publics est supérieur à trois, sauf s'il s'agit uniquement des membres d'une même fratrie.

§ 2. Peuvent également obtenir la subvention journalière, des particuliers non agréés lorsqu'ils prennent en charge des mineurs de leur famille jusqu'au troisième degré ou lorsqu'ils acceptent de collaborer avec un service de placement familial agréé.

Section 2. — Modes résidentiels de prise en charge subventionnés

Art. 35. § 1. Les différents modes résidentiels de prise en charge sont:

1° l'hébergement;

2° ou ensuite de celui-ci :

a) l'internat scolaire;

b) la chambre d'étudiant;

c) le logement supervisé;

d) l'essai de réinsertion dans le milieu de vie.

§ 2. Le total annuel de journées de prises en charge telles que définies au § 1, 2° ne pourra dépasser le quart du nombre de journées possibles, ni l'équivalent de quinze prises en charge quotidiennes.

§ 3. Les prises en charge visées au § 1, 2° sont subordonnées à la double condition de l'approbation de l'autorité de placement et de l'accord du mineur sur les modalités élaborées par la direction du service. Ces modalités et ces consentements seront consignés dans un écrit dont copie sera délivrée à l'autorité de placement et au mineur.

§ 4. Cet écrit précisera le lieu où habitera le mineur; il pourra, suivant sa personnalité et le projet éducatif individuel, soit habiter seul soit en groupe. S'il s'agit d'un logement supervisé, ce groupe ne pourra comprendre plus de trois bénéficiaires.

§ 5. La prise en charge telle que définie au § 1, 2° c et d, peut être organisée :

- 1° dans l'arrondissement judiciaire où le service a son siège;
- 2° en dehors de l'arrondissement judiciaire, dans un rayon de quinze kilomètres du lieu de travail habituel ou de résidence du membre de l'équipe éducative chargé de la prise en charge.

Il ne peut être dérogé à la présente disposition que, lorsqu'en raison des moyens de communication, une distance plus importante ne compromet pas la possibilité d'une intervention rapide. Une telle dérogation nécessite l'approbation de l'autorité de placement et de l'administration.

§ 6. Les prises en charge telles que définies au § 1, 2° c et d ne peuvent dépasser six mois. Elles peuvent être prorogées deux fois sans dépasser une durée totale de dix huit mois.

§ 7. Les mineurs bénéficiaires de prises en charge telles que définies au § 1, 2° c doivent être âgés d'au moins seize ans accomplis. Ils doivent disposer d'une garantie de ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins matériels.

Section 3. — Encadrement non résidentiel

Art. 36. Les services non résidentiels agréés obtiennent une subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement et de personnel. Dans les cas à déterminer par le Ministre, ils peuvent également obtenir une subvention pour couvrir certains frais spéciaux.

CHAPITRE III. — Procédure de concertation

Art. 37. Il est instauré un organe de concertation en matière de protection de la jeunesse. Cet organe est chargé d'informer le Ministre en matière de subvention des personnes et services agréés.

Il se prononcera sur les règles générales d'octroi de subventions, les projets de modification de celles-ci et sur leur application au sein des services ou organismes qu'ils représentent.

Art. 38. Cet organe de concertation est composé de :

- a) un représentant des pouvoirs organisateurs des services de placement familial;
- b) quatre représentants des pouvoirs organisateurs des personnes ou services assurant des mesures d'encadrement résidentiel dont un au moins représente les maisons familiales;
- c) deux représentants des pouvoirs organisateurs des services assurant des mesures d'encadrement non résidentiel;
- d) sept représentants des différentes catégories de personnes travaillant dans les institutions ou services agréés;
- e) deux membres désignés par l'Administration qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions;
- f) un délégué du Ministre qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions.

Art. 39. § 1. L'organe de concertation est présidé par le délégué du Ministre.

§ 2. Les membres cités aux points a à d et leurs suppléants sont nommés par le Ministre, sur une liste double présentée par les associations et organisations représentatives pour un terme renouvelable de quatre ans.

Ils bénéficient d'une allocation de cinq cents francs par séance et des frais de route et de séjour suivant les règles en vigueur.

§ 3. Les membres cités aux points e et f participent aux réunions avec voix consultative.

Art. 40. Si, en cours de mandat, un membre perd sa qualité de mandataire, il est procédé à son remplacement selon le même mode de désignation. Le membre ainsi nommé achève le mandat de la personne qu'il remplace.

TITRE IV. — Dispositions particulières, abrogatoires, transitoires et finales

CHAPITRE Ier. — Dispositions particulières

Art. 41. § 1. Le montant de la subvention journalière allouée pour des mineurs pris en charge en vertu de la loi dans des établissements dont le prix de journée est fixé à l'initiative de tout département ministériel ou d'un organisme visé par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public selon un mode de calcul autre que celui déterminé par le présent arrêté est égal à ce prix.

§ 2. Si la mise en œuvre d'un projet éducatif original ou particulier le requiert, le Ministre, par arrêté délibéré en Exécutif, détermine :

- a) après avoir pris l'avis de la commission d'agrément, les dispositions particulières d'agrément qui devront être respectées;
- b) après avoir pris l'avis de l'organe de concertation :
 - 1° les normes de référence pour le calcul du subside forfaitaire pour frais de personnel;
 - 2° la subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement;
 - 3° les frais spéciaux à prendre en considération.

Ces dispositions font l'objet d'une convention avec le service concerné.

CHAPITRE II. — Dispositions abrogatoires

Art. 42. Sont abrogés, pour la Communauté française :

a) l'arrêté de l'Exécutif du 9 janvier 1984 déterminant les bases communes applicables à l'agrément et à la subvention des personnes physiques ou morales, des œuvres ou établissements s'offrant à héberger des mineurs placés en vertu de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la reconnaissance et à la subvention des services proposant une alternative à l'hébergement et à la subvention des services de placements familiaux ou d'organisation de maisons familiales agréées;

b) l'arrêté royal du 22 novembre 1974 fixant les conditions d'agrément prévues à l'article 66 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

c) l'arrêté royal du 22 novembre 1966 relatif aux subsides destinés au paiement des frais spéciaux prévus par l'article 70, alinéa 4, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires*

Art. 43. § 1. Les particuliers qui, à la date du 31 août 1975, hébergeaient quatre ou cinq mineurs placés en vertu de la loi, continuent à bénéficier de la subvention journalière jusqu'au départ normal des mineurs hébergés pour autant qu'ils n'accueillent pas de nouveaux en remplacement.

§ 2. Les particuliers accueillant des bénéficiaires qui, sans répondre aux exigences du présent arrêté, hébergeaient à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté un ou plusieurs mineurs peuvent obtenir jusqu'au départ normal de ceux-ci une subvention journalière. Ils ne peuvent en accepter de nouveaux en remplacement.

§ 3. Pendant le premier semestre 1987, des particuliers non agréés pourront obtenir la subvention journalière, s'ils entament sans délai les démarches nécessaires en vue de leur agrément. Les effets de cette disposition cessent dès lors qu'ils se voient signifier un refus d'agrément.

Art. 44. § 1. Les services agréés en vertu de la loi ou conventionnés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont de plein droit agréés pour autant que dans le délai d'un an à dater de la publication de celui-ci, ils apportent la preuve qu'ils se conforment aux dispositions nouvelles prévues par le présent arrêté.

§ 2. Les services résidentiels agréés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté conservent leur capacité agréée nonobstant les dispositions de l'article 4, 2^e, d.

Art. 45. § 1. Les services qui assurent, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'encadrement de mesures sans être agréés disposent d'un délai de six mois à dater de la publication de celui-ci pour se conformer aux conditions générales d'agrément prévues par le présent arrêté. Ils doivent introduire leur demande d'agrément en bonne et due forme dans le même délai, sauf cas fortuit ou force majeure.

§ 2. La tolérance des services résidentiels en vertu des dispositions précédentes est prolongée jusqu'au 31 décembre 1987. Le Ministre statue dans ce délai sur les demandes d'agrément de ces services.

Art. 46. § 1. L'introduction du plan comptable minimum normalisé devra être effective au 1^{er} janvier 1988.

§ 2. Un projet éducatif répondant aux exigences déterminées par le Ministre devra être remis en même temps que le premier rapport d'activités éducatives avant le 15 septembre 1987. Ce projet précisera si le service dispose du nombre d'éducateurs classe 1 prévu par l'article 10, 1^{er}, et, dans la négative, les moyens que le service compte mettre en œuvre pour remédier à cette situation.

Art. 47 Pour l'année 1987, la capacité subventionnée des services résidentiels est fixée :

a) pour les services de placement familial, au nombre de mineurs pris en charge au 1^{er} janvier 1987 ou à la moyenne de l'année 1986 si elle est plus favorable;

b) pour les services organisant des maisons familiales, au total des capacités subventionnées fixées pour les maisons qu'ils organisent;

c) pour les maisons familiales et les autres services résidentiels, à la capacité agréée au 31 décembre 1986 pour autant qu'en 1985 et 1986 le taux d'occupation n'ait pas été inférieur à 80 centièmes.

Dans le cas contraire, la capacité subventionnée est réduite à l'occupation moyenne de l'année 1986, s'il échet arrondi à l'unité supérieure.

La condition relative au taux d'occupation n'est toutefois pas exigée des services agréés pour la première fois en 1985 et 1986.

Art. 48. § 1. Lorsqu'en application du présent arrêté, le nombre d'emplois prévu par les normes de référence est inférieur au nombre d'emplois pris en considération pour le calcul de la masse salariale provisionnelle de 1986, le service résidentiel dont le taux d'occupation n'était pas inférieur en 1985 et 1986 à quatre-vingts centièmes peut bénéficier à titre exceptionnel pour l'année 1987 d'un complément à la subvention forfaitaire pour frais de personnel.

§ 2. Ce complément est déterminé en prenant en considération :

a) les emplois de psychologues et assistants sociaux effectivement occupés en 1986 à concurrence de maximum un emploi mi-temps à partir d'une capacité agréée de quinze et un emploi plein temps à partir d'une capacité de trente;

b) les emplois d'éducateurs chefs de groupe effectivement occupés en 1986 à concurrence de maximum un emploi mi-temps à partir d'une capacité agréée de trente-six et un emploi plein temps à partir d'une capacité de septante-deux.

Le nombre total d'emplois ainsi pris en considération ne peut toutefois pas être supérieur à celui de 1986.

Art. 49. Pour l'année 1987, la subvention des services non résidentiels s'effectue sur base conventionnelle selon les modalités déterminées précédemment par l'Exécutif.

Art. 50. § 1. Lorsqu'en application du présent arrêté, la subvention forfaitaire pour frais de personnel allouée au service ne permet pas de maintenir en activité certains membres de son personnel dont l'emploi était précédemment subventionné, ce service peut bénéficier à titre exceptionnel d'une subvention complémentaire pour payer la rémunération et octroyer l'indemnité légale de préavis à laquelle peuvent prétendre les membres du personnel licenciés. Ce complément ne sera toutefois pas accordé aux services justifiant en 1985 et 1986 d'un taux d'occupation inférieur à quatre-vingts centièmes.

§ 2. Cette subvention est fixée par le Ministre sur base des informations contenues dans la liste des personnes concernées par cette disposition qui lui sera transmise par les différents services visés pour le 1^{er} mai 1987 au plus tard.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 51. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1987.

Art. 52. Le Membre de l'Exécutif qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 mars 1987.

Le Ministre-Président de la Communauté française,
Ph. MONFILS

Le Ministre des Affaires sociales de la Communauté française,
E. POULLET

Annexes

Annexe 1. — Normes relatives aux bâtiments et aux installations des services résidentiels à l'exception des services de placement familial

1° Les bâtiments doivent être convenablement entretenus. Ils doivent être chauffés; toute humidité doit être combattue.

2° Les mesures nécessaires doivent être prises pour prévenir et combattre l'incendie ainsi que pour assurer l'évacuation en cas de sinistre. L'existence de ces mesures doit être constatée et attestée par un rapport du service communal ou régional territorialement compétent.

3° Un éclairage électrique suffisant doit être prévu dans chaque local. Un éclairage de secours est obligatoire dans les lieux où plus de vingt mineurs sont hébergés.

4° Une eau potable de bonne qualité doit être disponible à volonté. Dans les endroits où il n'existe pas de distribution d'eau, une analyse doit être effectuée au moins annuellement par les services provinciaux de l'hygiène.

5° Les installations sanitaires doivent être adaptées à l'âge des mineurs et comprendre au minimum :

a) un W.C. par 10 mineurs et un W.C. supplémentaire chaque fois que la dizaine est dépassée : ces installations doivent être à proximité des locaux de jour et des locaux de nuit et comporter des lave-mains;

b) un bain ou une douche par 10 mineurs;

c) un lavabo à eau courante par 3 mineurs;

les lavabos des filles de plus de douze ans doivent être installés dans des cabines individuelles pourvues d'un bidet par 15 mineures.

Si des mineurs des deux sexes sont hébergés, les installations sanitaires doivent être distinctes.

6° Équipement ménager dont ils disposent doit être suffisant et en bon état.

7° Le nombre maximum de mineurs pouvant être hébergés ne peut dépasser celui que l'espace, les aménagements et la destination des locaux permettent, compte tenu de ce que les dortoirs ou chambres à coucher doivent être pourvues d'une aération directe et avoir les dimensions minimales suivantes :

a) surface par lit pour enfants de 3 ans ou moins : 3 m²;

b) surface par lit pour enfants de plus de 3 ans : 5 m²;

c) surface par lit pour enfants de plus de 10 ans : 6 m²;

d) surface des chambres individuelles : 6 m².

8° Chaque enfant doit disposer d'un lit individuel, d'un chaise ou d'une porte-manteau pour y déposer ses effets de jour et d'une surface de rangement ou, s'il a plus de douze ans, d'une armoire.

Les lits superposés de deux niveaux maximum sont tolérés à titre exceptionnel s'ils offrent une sécurité suffisante. Les lits doivent être espacés d'au moins 0,8 m ou de 1,2 m s'il s'agit de lits superposés; dans ce dernier cas, un volume de 14 m³ par occupant doit être respecté.

9° Sauf si chaque mineur dispose d'une chambre individuelle, il doit être prévu un local pour l'isolement des malades, à raison d'un lit par 25 mineurs.

10° Si des garçons et des filles de plus de 10 ans sont accueillis, les dortoirs, chambres à coucher et locaux d'isolement réservés aux uns et aux autres doivent être nettement séparés.

11° Le service doit disposer de locaux exclusivement réservés au séjour. Ils doivent avoir une superficie de 4 m² au moins par mineur accueilli et être pourvus d'une aération directe.

12° Les locaux de logement et de séjour du personnel doivent être distincts de ceux destinés aux mineurs. Un local proche des dortoirs ou chambres de ces derniers doit permettre d'assurer la surveillance de nuit.

Annexe 2. — Dispositions relatives aux documents probants

1. Les documents suivants sont à joindre à la demande d'agrément :

a) une liste nominative mentionnant notamment le lieu et la date de naissance, l'état civil, la résidence, la profession, les activités du requérant, du personnel et de toute personne occupée régulièrement ou résidant dans le service;

b) une copie des polices d'assurances à prendre en application de l'article 6 du présent arrêté;

c) une attestation du médecin attitré du service qui certifie que le personnel et toute personne occupée régulièrement ou résidant dans le service remplit bien les conditions prévues à l'article 5, § 2, du présent arrêté;

d) une attestation récente émanant d'un service public de lutte contre l'incendie qui certifie que les conditions prévues à l'annexe 1, 2°, sont bien remplies.

Toute modification des données fournies lors de l'introduction de la demande doit être notifiée à l'administration.

2. Les documents suivants sont à tenir à la disposition du service d'inspection de l'administration :

a) les certificats de bonne vie et mœurs des membres du personnel et de toute personne occupée régulièrement ou résidant dans le service;

b) le certificat médical annuel prévu pour chaque membre du personnel et pour toute personne occupée régulièrement ou résidant dans le service;

c) les copies des diplômes, brevets, certificats et attestations relatifs aux études effectuées, aux cours de perfectionnement suivis, aux fonctions antérieures exercées et à la durée de celles-ci;

d) la convention entre le service et le médecin attitré;

e) le registre d'activité;

f) le dossier complet de chaque mineur;

g) les rapports d'analyse de l'eau s'ils sont requis en application de l'annexe 1, 4°.

Annexe 3. — *Fixation de la subvention journalière et des frais de fonctionnement*

I. MESURES D'ENCADREMENT RESIDENTIEL

1. Partie variable :

1^o subvention journalière pour frais ordinaires :

a) aux familles d'accueil :

- 137 francs par bénéficiaire de moins de trois ans;
- 146 francs par bénéficiaire de plus de trois ans et de moins de douze ans;
- 156 francs par bénéficiaire de douze ans et plus;

b) aux maisons familiales et autres services :

- 67,50 francs par bénéficiaire de moins de trois ans;
- 82 francs par bénéficiaire de plus de trois ans et de moins de douze ans;
- 99 francs par bénéficiaire de douze ans et plus;

2^o subvention journalière forfaitaire pour frais spéciaux :

a) aux familles d'accueil :

- 3,50 francs par bénéficiaire de moins de trois ans;
- 6 francs par bénéficiaire de plus de trois ans et de moins de douze ans;
- 15 francs par bénéficiaire de douze ans et plus;

b) aux maisons familiales et autres services :

- un forfait journalier égal au quotient du montant des dépenses correspondantes en 1986 par le nombre de journées de présence de bénéficiaires durant cette année;

c) aux services agréés pendant leur première année de fonctionnement ainsi que pour les mineurs ouvrant le droit à une subvention en application de l'article 41 du présent arrêté :

- 8 francs par bénéficiaire de moins de trois ans;
- 10,50 francs par bénéficiaire de plus de trois ans et de moins de douze ans;
- 19,50 francs par bénéficiaire de douze ans et plus.

2. Partie fixe :

Subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement :

a) pour les services de placement familial :

- Les frais de fonctionnement des services de placement familial donnent lieu à une subvention forfaitaire de 7 300 francs par an et par unité subventionnée;

b) pour les maisons familiales :

- Les frais de fonctionnement des maisons familiales donnent lieu à une subvention forfaitaire de 27 192,5 francs par an et par unité subventionnée lorsqu'elles sont organisées par un service et de 21 717,5 francs par an et par unité subventionnée dans le cas contraire.

c) pour les services organisant des maisons familiales :

- Les frais de fonctionnement des services organisant des maisons familiales donnent lieu à une subvention forfaitaire de 730 francs par an et par unité subventionnée.

d) pour les autres services :

- La subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement est fixée à 27 192,5 francs par an et par unité subventionnée.

II. MESURES D'ENCADREMENT NON RESIDENTIEL

Subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement :

La subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement est fixée à :

- a) pour une capacité subventionnée de 24 : 208 430 francs par an;
- b) pour une capacité subventionnée de 36 : 223 590 francs par an;
- c) pour une capacité subventionnée de 48 : 284 220 francs par an;
- d) pour une capacité subventionnée de 60 : 289 660 francs par an;
- e) pour une capacité subventionnée de 72 : 312 640 francs par an.

Ces montants sont rattachés à l'indice-pivot 114,2

Pour tous ces montants, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, modifiée par les arrêtés subséquents.

Annexe 4. — Normes de référence prises en considération pour le calcul du subside forfaitaire pour frais de personnel

A. Services résidentiels :

- 1° Maisons familiales et services résidentiels d'une capacité agréée de moins de quinze :
 - 1 éducateur par 3 u.s. avec un minimum de 2 (1);
 - 1/2 entretien par 5 u.s. avec un minimum de 1/2 (1).
- 2° Services de placement familial :
 - 1/2 assistant social par 15 u.s. avec un minimum de 1/2;
 - 1/4 administratif par 15 u.s. avec un minimum de 1/4;
 - 1/4 directeur par 45 u.s. avec un maximum de 1;
 - 1/4 psychologue par 45 u.s. avec un maximum de 1 (1);
 - 1/4 médecin par 60 u.s. avec un maximum de 1 (1).
- 3° Services organisant des maisons familiales (2) :
 - 1 directeur;
 - 1/2 assistant social par 15 u.s.;
 - 1/2 administratif par 15 u.s.
- 4° Autres services résidentiels à partir d'une capacité agréée de quinze :
 - 1 directeur;
 - 1 éducateur par 3 u.s.;
 - 1/2 entretien par 5 u.s.;
 - 1/2 psycho-social par 15 u.s.;
 - 1/2 administratif par 15 u.s.;
 - 1/4 infirmier par 30 u.s.
- 5° Autres services résidentiels à partir d'une capacité agréée de soixante :
 - 1 responsable de la coordination générale (1);
 - 1 responsable pédagogique (1);
 - 1 responsable administratif (1);
 - 1 éducateur par 3 u.s.;
 - 1/2 entretien par 5 u.s.;
 - 1/2 psycho-social par 15 u.s.;
 - 1/2 administratif par 15 u.s.;
 - 1/4 infirmier par 30 u.s.

B. Services non résidentiels :

- 1 coordinateur;
- 1 licencié en sciences humaines, à savoir :
 - un licencié en droit ou en criminologie pour les services organisant des prestations éducatives ou philanthropiques;
 - un licencié en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques pour les centres d'orientation éducative (1);
- 1 rédacteur;
- à partir de 24 u.s. : 1 travailleur social par 12 u.s. (3).

Utilisation et justification du forfait pour frais de personnel :

1° L'utilisation de la subvention forfaitaire pour frais de personnel peut être justifiée par le paiement de rémunérations calculées suivant les échelles de barèmes reprises à l'annexe 5 du présent arrêté ainsi que les charges patronales légales et des avantages complémentaires accordés en vertu des C.C.T. sectorielles.

2° Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire sont seuls admissibles les services prestés effectivement, ainsi que ceux assimilables à des services effectifs en vertu de la législation sociale.

3° Seuls les services prestés à partir de l'âge fixé pour chaque fonction à l'annexe 5 du présent arrêté sont pris en considération pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire.

Pour le personnel de direction, les prestations antérieures dans des fonctions autres que celles de direction ne sont prises en considération qu'à concurrence de septante-cinq centièmes pour déterminer l'ancienneté pécuniaire.

4° Les documents suivants sont requis en vue de prouver la réalité des prestations invoquées :

- a) l'attestation de l'employeur précisant la fonction occupée, la période exacte des prestations, l'horaire hebdomadaire presté;
- b) l'attestation relative aux versements effectués auprès d'une caisse de pension ou d'un organisme de sécurité sociale;
- c) tout autre document justificatif éventuellement requis par l'administration.

5° Certaines dépenses en frais de personnel ne sont pas prises en considération :

- a) les rémunérations payées à des membres du personnel n'ayant pas la qualification fixée à l'annexe 5 du présent arrêté;
- b) la partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les pouvoirs publics pour un horaire complet à l'exception des prestations dans l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel des services visés par le présent arrêté; à titre transitoire, les cumuls à charge des pouvoirs publics existant avant le 1er août 1975 sont tolérés jusqu'à leur fin normale.

(1) l'avance de la masse salariale correspondante ne sera faite qu'en cas de recrutement effectif du personnel dont question;

(2) outre le personnel auquel peut prétendre chaque maison familiale à titre individuel;

(3) u.s. : unité subventionnée;
travailleur social : éducateur classe 1 ou assistant social.

Annexe 5. — Conditions de qualification et échelles barémiques de rémunération du personnel justifiant l'octroi de la subvention forfaitaire

A. Personnel éducateur :

1. Educateur classe 1 (20 ans) :

- un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique, social ou paramédical, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale;
- est assimilé à cette qualification, l'éducateur de la classe 2a ou 2b qui était en fonction au 1er septembre 1966 à condition de compter respectivement dix et quinze années de service comme éducateur au 21 décembre 1974.

Barème :	190 800 — 311 640
	3/1 × 3 816
	1/2 × 3 816
	1/2 × 5 088
	2/2 × 10 176
	9/2 × 8 904

2. Educateur classe 2 (20 ans) :

- les éducateurs de la classe 2 qui réunissent les conditions requises pour accéder à la classe 2a et étaient en service le 7 septembre 1976 peuvent continuer à bénéficier de la rémunération prévue antérieurement pour la classe 2 lorsque le montant de celle-ci s'avère plus avantageux que celui attaché à l'échelle barémique de la classe 2a.

Barème :	172 992 — 223 872
	3/1 × 3 816
	1/2 × 3 816
	7/2 × 5 088

3. Educateur classe 2a (20 ans) :

- un diplôme ou certificat de fin d'études à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale, au moins du niveau de l'enseignement technique secondaire supérieur, de plein exercice ou de promotion sociale;
- un brevet d'infirmier ou d'assistant en nursing;
- un brevet de puéricultrice pour autant que celle-ci s'occupe d'enfants de 0 à 8 ans.

Barème :	172 992 — 247 404
	3/1 × 3 180
	4/2 × 3 816
	8/2 × 5 088
	1/2 × 8 904

4. Educateur classe 2b (20 ans) :

- un diplôme ou certificat de fin d'études au moins du niveau de l'enseignement secondaire supérieur général ou technique;
- est assimilé à cette qualification, l'éducateur de la classe 3 qui était en fonction au 1er septembre 1966 à condition de compter cinq années de service comme éducateur au 21 décembre 1974.

Barème :	165 360 — 241 680
	3/1 × 3 816
	1/2 × 3 816
	12/2 × 5 088

5. Educateur classe 3 (18 ans) :

- un brevet délivré par un établissement d'enseignement professionnel secondaire supérieur ou de l'enseignement secondaire inférieur général, technique ou artistique;
- est assimilé à cette qualification, le personnel qui comptait trois années de service comme éducateur au 21 décembre 1974 de même que le personnel éducateur en service au 15 septembre 1975 et possédant à cette date un certificat ou un brevet de l'enseignement professionnel inférieur.

Barème :	152 360 — 216 876
	3/1 × 2 000
	5/2 × 3 580
	8/2 × 5 077
après 9 ans :	156 856 — 223 872
	3/1 × 2 000
	5/2 × 4 080
	8/2 × 5 077

6. Chef éducateur (21 ans) :

- même condition que éducateur classe 1.

Barème :	221 328 — 342 168
	3/1 × 3 816
	1/2 × 3 816
	1/2 × 5 088
	2/2 × 10 176
	9/2 × 8 904

B. Personnel psycho-médico-social :

1. Assistant social, infirmier A1 (23 ans) : diplôme légalement requis :

Barème :	201 400 — 306 340
	3/1 × 4 452
	12/2 × 7 632
après 9 ans :	230 656 — 335 596
	3/1 × 4 452
	12/2 × 7 632
après 18 ans :	256 944 — 361 844
	3/1 × 4 452
	12/2 × 7 632

2. Infirmier breveté A2 (21 ans) : diplôme légalement requis :

Barème :	184 400 — 305 280
	3/1 × 3 816
	1/2 × 3 816
	1/2 × 5 088
	2/2 × 10 176
	9/2 × 8 904
après 9 ans :	201 400 — 313 972
	3/1 × 4 452
	13/2 × 7 632

3. Psychologue (24 ans) : diplôme de licencié en sélection et en orientation professionnelle ou en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques.

Licencié en droit ou en criminologie (24 ans) : diplôme légalement requis.

Barème :	273 480 — 438 932
	3/1 × 8 904
	10/2 × 13 674

4. Médecin (24 ans) : diplôme légalement requis :

Barème :	343 440 — 525 972
	3/1 × 8 904
	10/2 × 15 582

5. Médecin spécialiste (24 ans) : diplôme légalement requis :

Barème :	464 280 — 674 160
	11/2 × 19 080

C. Personnel administratif :

1. Commis (18 ans) :

- diplôme de l'enseignement secondaire inférieur ou assimilé;
- est assimilé à cette qualification à partir du 1er janvier 1974, le personnel administratif qui était en service avant le 1er juillet 1973.

Barème :	148 000 — 210 516
	3/1 × 2 000
	5/2 × 3 180
	8/2 × 5 077

2. Commis-sténodactylographe (18 ans) :

- diplôme de l'enseignement secondaire inférieur et certificat attestant de la connaissance de la sténodactylographie :

Barème :	151 180 — 213 696
	3/1 × 2 000
	5/2 × 3 180
	8/2 × 5 077

3. Rédacteur (20 ans) :

- diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé :

Barème :	163 088 — 279 840
	3/1 × 3 816
	2/2 × 3 680
	11/2 × 8 904

4. Econome (20 ans) :

- diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé :

Barème :	190 800 — 311 640
	3/1 × 3 816
	1/2 × 3 816
	1/2 × 5 088
	2/2 × 10 176
	9/2 × 8 904

D. Personnel d'entretien :

— aucune condition de qualification :

Barème : 155 602 — 185 712
 3/1 × 1 614
 2/2 × 1 634
 10/2 × 2 200

E. Personnel de direction :**1. Directeur, coordinateur (24 ans) :**

- un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique ou social au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale et trois ans de fonctions éducatives;
- est assimilé à cette qualification, le personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçait effectivement la fonction de directeur, en respect avec les dispositions réglementaires précédentes.

Barème : 273 480 — 436 932
 3/1 × 8 904
 10/2 × 13 674

2. Responsable pédagogique (24 ans) :

- un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique ou social au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale et trois ans de fonctions éducatives;
- est assimilé à cette qualification, le personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçait effectivement la fonction de sous-directeur ou d'éducateur chef de groupe en conformité avec les dispositions réglementaires précédentes.

Barème : A. 273 480 — 436 932
 3/1 × 8 904
 10/2 × 13 674

B. Après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :

298 920 — 476 046
 3/1 × 8 904
 11/2 × 13 674

Le bénéfice de l'échelle barémique B est accordé au personnel assimilé pouvant justifier de l'ancienneté requise et d'une qualification jugée suffisante. Le Ministre détermine cette qualification et en fixe les modalités de contrôle.

3. Responsable administratif (24 ans) :

- un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur économique au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale ou une licence soit en sciences économiques soit en sciences économiques appliquées soit en sciences du travail;
- à titre transitoire, cette fonction peut être exercée par les membres du personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçaient effectivement la fonction de sous-directeur ou d'éducateur chef de groupe en conformité avec les dispositions réglementaires précédentes pour autant qu'ils entreprennent une formation en vue d'acquiescer la qualification exigée. Les effets de cette disposition cessent dès lors que, soit ils ne peuvent plus justifier être régulièrement inscrits et fréquenter une telle formation, soit ils n'obtiennent pas au terme de la formation le diplôme ou certificat de fin d'études.

Barème : A. 273 480 — 436 932
 3/1 × 8 904
 10/2 × 13 674

B. Après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :

298 920 — 476 046
 3/1 × 8 904
 11/2 × 13 674

Le bénéfice de l'échelle barémique B n'est accordé qu'au personnel pouvant justifier de l'ancienneté et de la qualification requise.

4. Responsable de la coordination générale (24 ans) :

- un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique, social ou paramédical au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale et une formation complémentaire jugée suffisante dans le domaine de la gestion et cinq ans de fonctions éducatives ou de gestion;
- un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur économique au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale ou une licence soit en sciences économiques soit en sciences économiques appliquées soit en sciences du travail et une formation complémentaire jugée suffisante dans le domaine des sciences humaines et cinq ans de fonctions éducatives ou de gestion;
- est assimilé à cette qualification, le personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçait effectivement la fonction de directeur en conformité avec les dispositions réglementaires précédentes.

Barème : A. 298 920 — 476 046
 3/1 × 8 904
 11/2 × 13 674

B. Après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :

373 968 — 583 848
 11/2 × 19 080

Le bénéfice de l'échelle barémique B est accordé au personnel assimilé pouvant justifier de l'ancienneté requise et d'une qualification jugée suffisante. Le Ministre détermine cette qualification et en fixe les modalités de contrôle.

L'exercice d'une fonction de direction est incompatible avec l'exercice d'une autre fonction au sein du même service.

*
* *

Les rémunérations allouées aux membres du personnel en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté en vertu d'échelles de barèmes prévues par des dispositions réglementaires antérieures peuvent être prises en considération pour la justification de l'utilisation de la subvention forfaitaire pour frais de personnel jusqu'au départ de ceux-ci.

La rémunération annuelle minimum garantie de 157 200 francs est accordée à tout membre du personnel âgé de 21 ans au moins exerçant une fonction à temps plein.

Les échelles barémiques sont indexables suivant les dispositions de la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, modifiée par les arrêtés subséquents; tous les montants sont liés à l'indice-pivot 114,20.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1987.

Le Ministre-Président de la Communauté française,
Ph. MONFILS

Le Ministre des Affaires sociales de la Communauté française,
E. POULLET

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 87 — 1012

12 MAART 1987. — Besluit van de Executieve betreffende de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleiding van maatregelen voor de jeugdbescherming

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 3 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, II, 6°;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de onder-tekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het advies van de Commissie ingesteld bij artikel 67 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het advies van de Commissie voor Advies en Programmatie, opgericht bij het besluit van de Executieve van 9 januari 1984 tot bepaling van de gemeenschappelijke basisregels die toepasselijk zijn voor de erkenning en de subsidiëring van de natuurlijke of rechtspersonen, van de werken of inrichtingen die zich bereid verklaren tot het huisvesten van minderjarigen geplaatst krachtens de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten die een alternatief bieden voor de huisvesting, en voor de subsidiëring van de diensten voor plaatsing in gezinnen of organisatie van erkende gezinsvervangende tehuizen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën op datum van 6 maart 1987;
 Gelet op het akkoord van de voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, belast met de begroting, op datum van 12 maart 1987;
 Gelet op de beraadslaging van de Executieve van 12 maart 1987;
 Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;
 Gelet op de dringende noodzakelijkheid;
 Overwegende dat het noodzakelijk is het gebrek aan een volledige en coherente wetgevende tekst te verhelpen na het arrest van de Raad van State dat verscheidene artikelen in het bovenvermelde besluit van de Executieve van 9 januari 1984 vernietigt;

Op voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Besluiten :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- « wet » : de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;
- « Minister » : lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort;
- « personen » : natuurlijke personen of rechtspersonen;
- « particulier » : natuurlijk persoon die een individuele medewerking verleent aan de uitvoering van de wet;
- « diensten » : overheidsdiensten en verenigingen van personen die een collectieve medewerking verlenen;
- « begunstigde » : minderjarige ten aanzien van wie de in artikel 2 bedoelde maatregelen tot doel hebben hetzij de bescherming, hetzij de residentiële hulp te verzekeren;
- « tenlasteneming » : aanwenden van de middelen waardoor de particulier of de dienst zijn medewerking aan de uitgesproken of gevraagde maatregel verleent;
- « betoelaagde eenheid » : ten laste genomen begunstigde;
- « betoelaagde capaciteit » : aantal betoelaagde eenheden die in aanmerking komen voor de berekening van de toelagen;
- « erkende capaciteit » : aantal minderjarigen die in aanmerking komen om tegelijk de verstrekkingen van de particulieren of van de erkende diensten te genieten;
- « bezettingspercentage » : verhouding tussen het aantal werkelijke tenlastenemingsdagen en het maximumaantal dagen die toegelaten zijn op grond van de erkende capaciteit;
- « opvoedingsploeg » : de gezamenlijke personen van een dienst die aan de opvoeding van de minderjarigen deelnemen.

Art. 2. § 1. Dit besluit is toepasselijk op de personen en diensten die zich bezighouden met de begeleiding van maatre gelen voor de jeugdbescherming die ten aanzien van de minderjarigen genomen zijn bij toepassing van de artikelen 31, lid 2, 34, lid 1, en 37, lid 2, 2° en 3°, van de wet.

§ 2. Het is eveneens toepasselijk op de personen en diensten die hun medewerking aan de toepassing van titel I van de wet verlenen door een residentiële hulp aan de minderjarigen.

Art. 3. De erkenning van de natuurlijke personen of rechtspersonen bedoeld in artikel 2 en de toekenning van toelagen aan deze particulieren, werken of diensten, worden onderworpen aan de naleving van de bepalingen van dit besluit.

Art. 4. Aan de bepalingen van dit besluit worden onderworpen :

- 1° de particulieren die, tegen bezoldiging, begunstigten thuis opnemen.
 Het maximumaantal personen die, al dan niet ten laste van de overheid, opgenomen worden, wordt op drie vastgesteld. Dit aantal kan overschreden worden wanneer de particulier verzocht wordt om de leden van een zelfde broeder- en zusterschap op te nemen;
- 2° de residentiële diensten :
 - a) de gezinsvervangende tehuizen, dit zijn de diensten die, om de minderjarigen het voordeel van een gezinskader te doen genieten, maximaal tien minderjarigen ten laste nemen. Dit aantal wordt verminderd in verhouding tot het aantal andere minderjarigen die gewoonlijk in dat tehuis verblijven;
 - b) de diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren, dit zijn de diensten waarvan de exclusieve of voornaamste activiteit bestaat in de organisatie van ten minste drie en maximaal acht erkende gezinsvervangende tehuizen en in de begeleiding van hun personeel;
 - c) de diensten voor plaatsing in gezinnen, dit zijn de diensten waarvan de exclusieve of voornaamste activiteit bestaat in de selectie, de studie en het volgen van de particulieren en de minderjarigen die hun toevertrouwd zijn;
 - d) de andere residentiële diensten die zich bereid verklaren bij toepassing van de wet, gezamenlijk en doorgaans minderjarigen op te nemen. Hun erkende capaciteit wordt op maximaal vijfenzeventig vastgesteld.
- 3° de niet-residentiële diensten, dit zijn deze die hun medewerking verlenen aan de in artikel 2, § 1, van dit besluit bedoelde maatregelen, zonder dat de minderjarige in hun lokalen of installaties verblijft, inzonderheid :
 - a) de centra voor opvoedkundige voorlichting waarvan de exclusieve activiteit bestaat in de opvoedkundige voorlichting van de minderjarigen die hun toevertrouwd worden hetzij door de jeugdrechtsbank van het rechterlijk arrondissement waar de maatschappelijke zetel van het centrum gevestigd is of deze van de verblijfplaats van de minderjarige, hetzij door de Minister van Justitie;
 - b) de diensten die opvoedingsverstrekkingen of filantropische verstrekkingen organiseren, waarvan de exclusieve activiteit bestaat in de organisatie van opvoedingsverstrekkingen of filantropische verstrekkingen ten gunste van minderjarigen die hun toevertrouwd worden hetzij door de jeugdrechtsbank van een rechterlijk arrondissement van de provincie waar de maatschappelijke zetel van de dienst gevestigd is of van dat van de verblijfplaats van de minderjarige, hetzij door de Minister van Justitie.

TITEL II. — De erkenning

HOOFDSTUK I. — Algemene erkenningsvoorwaarden

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 5. § 1. De particulieren en de personeelsleden van de in artikel 4 bedoelde diensten, alsmede de personen die regelmatig werken of die verblijven in de lokalen of bijgebouwen bestemd voor de activiteiten van de erkende personen en diensten die hulp en bescherming verlenen aan de jeugd, moeten een goed zedelijk gedrag hebben.

§ 2. De gezondheidstoestand van de in § 1 bedoelde particulieren, personeelsleden en verblijvenden mag geen gevaar betekenen voor de minderjarigen met wie zij in contact staan. Die toestand moet vóór elke aanwerving door een geneesheer met een attest bekrachtigd worden. Onverminderd de bepalingen van de sociale wetgeving met betrekking tot de arbeidsgeneeskunde die op hen toepasselijk zijn, moeten de particulieren, personeelsleden en verblijvenden zich jaarlijks aan een geneeskundig onderzoek onderwerpen.

§ 3. De personeelsleden moeten de omgangsvaardigheid en het gemoedsevenwicht bezitten die noodzakelijk zijn voor hun verstrekkingen en geschikt zijn om gepaste pedagogische gedragingen te hebben en om aan de opvoeding van minderjarigen deel te nemen.

§ 4. De personen en diensten zijn gehouden tot de naleving van de wettelijke verplichtingen, bedoeld in de artikelen 76 en 77 van de wet, betreffende de godsdienstige en wijsgerige overtuiging, tot het gebruik van de taal van de gezinnen waartoe de minderjarigen behoren en tot de verplichting tot geheimhouding.

§ 5. De personen en diensten moeten zich onderwerpen aan de inspectie van de ambtenaren die daartoe door de Franse Gemeenschapsexecutieve afgevaardigd worden.

Art. 6. De particulieren en diensten zijn gehouden door de verzekeringspolissen :

1° de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de erkende personen en diensten. Deze polis moet de schade dekken die veroorzaakt wordt door hun eigen toedoen alsmede deze die veroorzaakt wordt door de personen en goederen waarvoor zij moeten instaan;

2° de persoonlijke burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de opgenomen minderjarigen :

a) voor de schade veroorzaakt door hun gebrek aan vooruitziendheid of aan voorzorg, inzonderheid als voetganger of als wielrijder;

b) voor de vergoeding waartoe ze krachtens artikel 1386bis van het Burgerlijk Wetboek veroordeeld zouden worden;

3° de lichamelijke schade veroorzaakt aan de ten laste genomen minderjarigen, hetzij door toedoen van andere opgenomen minderjarigen, hetzij door een gebeurtenis die geen aanleiding geeft tot aansprakelijkheid van de erkende particulier of dienst, te doen dekken.

Art. 7. § 1. De plaatsen waar de activiteit van de personen of van de dienst uitgeoefend wordt, moeten gezond zijn en aan de opvoedingsdoeleinden aangepast zijn.

§ 2. De stemming in de plaatsen waar de minderjarigen opgenomen worden, moet hun ontplooiing en hun integratie in de maatschappij bevorderen.

Art. 8. Iedere gewichtige gebeurtenis — overlijden, ongeval en zware ziekte, van huis weglopen, ernstig tuchtincident, onder meer — moet zonder verwijl ter kennis worden gebracht van de plaatsingsoverheid en van de administratie die bevoegd is inzake jeugdbescherming.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Art. 9. De diensten moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° Een officieel aangestelde geneesheer hebben die de algemene supervisie uitoefent op de geneeskundige en gezondheidsaspecten in verband met de tenlasteneming van de minderjarigen.

2° Een lokaal moet uitgerust zijn voor het verstrekken van de gewone verzorging. Een personeelslid moet in staat zijn tot het verstrekken van de eerste hulp.

3° Over een reserve aan geneesmiddelen die noodzakelijk zijn voor de eerste hulp beschikken, in een kast die op slot gedaan is en die gelegen is in een plaats waartoe de minderjarigen geen toegang kunnen hebben.

4° Een dossier op naam van elke minderjarige sedert zijn aankomst aanleggen.

Dit dossier, dat ter beschikking staat van de in artikel 5, 5°, bedoelde inspecteur, omvat :

a) de inlichtingen van administratieve aard;

b) het programma voor de opvoeding, de opleiding en de behandeling van de minderjarige alsmede de stukken met betrekking tot zijn evolutie op die gebieden; er is ook een afschrift van de verslagen die aan de plaatsingsoverheid bezorgd dienen te worden;

c) alle inlichtingen betreffende de gezondheid en de examens voor beroepsoriëntatie en de medisch-psychologische examens.

Dit dossier moet vertrouwelijk blijven.

De documenten van medische aard mogen alleen aan de inspecteur-geneesheer die daartoe door de Minister afgevaardigd wordt, medegedeeld worden.

5° Elk lid van het personeel, met uitzondering van het arbeiders- en administratief personeel, houdt een activiteitenregister, zoals dit door de Minister bepaald wordt.

De leden van eenzelfde opvoedingsploeg houden een enkel register voor de gehele ploeg.

6° Permanent een werkelijke leiding waarnemen. Daartoe is, tijdens de normale activiteitsuren, de aanwezigheid ter plaatse vereist van een personeelslid dat de gewenste kwalificatie en delegatie bezit om in spoedgevallen maatregelen te treffen. Tijdens de nacht en, bij wijze van uitzondering, tijdens de dag, kan de verantwoordelijkheid gedelegeerd worden aan een meerderjarige persoon die in spoedgevallen maatregelen kan treffen en die op zowel externe als interne vragen kan antwoorden. Hoe het ook zij, het is onontbeerlijk dat men met een gekwalificeerde verantwoordelijke ieder ogenblik in contact kan treden.

Het opvoedingsproject zal de normale activiteitsuren vermelden, alsmede de namen, functies en kwalificaties van de personen die de delegatie bezitten, alsook hun gewone werkplek.

De praktische bepalingen moeten in het activiteitenregister voorkomen.

7° Een globaal opvoedingsproject in overleg met de opvoedingsploeg uitwerken en zich hiernaar voegen.

Dit project zal geschieden op grond van een door de Minister opgemaakt genormaliseerd rooster.

8° Een regelmatig boekhouding voeren volgens het als minimum geldend genormaliseerd boekhoudkundig plan. Deze bepaling is niet toepasselijk indien een overheidsbestuur de inrichtende macht is en, om die reden, een ander boekhoudkundig plan opgelegd is.

9° Jaarlijks aan de Minister, volgens door hem nader te bepalen regels, de volgende documenten bezorgen :

a) vóór het einde van het eerste trimester, een exemplaar van de jaarrekening van het afgelopen jaar alsmede een begrotingsontwerp voor het lopende dienstjaar; daarbij wordt hetzij een afschrift van het verslag van de bedrijfsrevisor die de jaarrekening heeft bevestigd, hetzij een attest van een externe accountant die ze heeft nagekeken, gevoegd.

Wat de overheidsdiensten betreft die diensten organiseren, wordt het vorige vereiste vervangen door een attest van de rekening, uitgereikt door de bevoegde overheid;

b) vóór 30 juni, een verslag van opvoedingsactiviteiten dat de periode omvat die loopt van de maand juni van het vorige jaar tot de maand mei van het lopende jaar.

10° Oppericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk of in elke andere verenigingsvorm die het najagen van een materiële winst uitsluit en die de rechtspersoonlijkheid bezit. De gezinsvervangende tehuizen worden van die verplichting vrijgesteld.

Art. 10. De residentiële diensten, met uitzondering van de diensten voor plaatsing in gezinnen, moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° De gebouwen en installaties moeten beantwoorden aan de normen bepaald in bijlage 1 van dit besluit.

2° Het maximaal aantal minderjarigen die gehuisvest kunnen worden, moet in de aanvraag om erkenning vermeld staan.

3° Iedere minderjarige wordt onderworpen aan een geneeskundig onderzoek, door de geneesheer bedoeld in artikel 9, uiterlijk binnen de acht dagen na zijn opname, en, vervolgens, ten minste ieder jaar of ieder trimester naargelang hij minder oud is of ouder is dan zeven jaar.

4° De directie moet zorgen voor de uitvoering van de medische voorschriften en van deze die voortvloeien uit de eventuele medisch-psychologische examens.

5° De gezondheidsnormen moeten nageleefd worden : ze moeten ter kennis voor de minderjarigen worden gebracht en op hen worden toegepast. Het voedsel moet overeenkomstig met de dieetvoorschriften zijn en door de in artikel 9 bedoelde geneesheer goedgekeurd worden.

Er wordt daartoe een menuboekje gehouden.

6° De minderjarigen moeten over een persoonlijke uitzet beschikken die geïndividualiseerd en in goede staat is. Niets in hun kleding mag hen van de andere minderjarigen onderscheiden.

Er wordt een inventaris opgemaakt van die uitzet aan het begin en aan het einde van de periode waarin de minderjarige ten laste wordt opgenomen.

De kleren, het lijfgoed, de schoenen, de toiletbenodigdheden en het beddegoed moeten proper zijn en geregeld onderhouden worden.

7° De betrekkingen, onder meer met de buitenwereld, moeten zoveel mogelijk bevorderd worden.

8° Het opvoedingsstelsel moet aan de behoeften van de minderjarigen aangepast worden. Elke aanvraag om erkenning zet de pedagogische methodes uiteen waarop de diensten zich voornemen een beroep te doen. Deze methodes worden door de opvoedingsploeg periodiek geëvalueerd en aangepast.

9° Er moet evenwichtige tijdsbesteding tot stand worden gebracht. De duur van de rust, onder meer, moet aangepast zijn aan de leeftijd en aan de behoeften van de minderjarigen.

10° Maatregelen moeten worden genomen om het de minderjarigen mogelijk te maken hun morele opleiding te verdiepen en hun eventuele godsdienst uit te oefenen volgens zijn voorschriften en zijn verplichtingen overeenkomstig de inlichtingen die daartoe door de plaatsingsoverheid bij toepassing van artikel 76 van de wet verstrekt worden.

11° Elke minderjarige moet te zijner tijd onderworpen worden aan een examen voor school- en beroepsoriëntatie.

12° Volgens de bekwaamheid van de minderjarige, moeten het onderwijs, overeenkomstig de regels die door het « Ministère de l'Éducation Nationale » vastgesteld of toegelaten werden, en de beroepsopleiding verstrekt worden, met inachtneming van de voorwaarden van artikel 76 van de wet.

13° De minderjarigen mogen alleen belast worden met onderhoudswerken die voor hun opleiding of hun opvoeding nuttig zijn, voor zover hun lichamelijke toestand en hun school- en beroepsprestaties het mogelijk maken.

14° Er kan vrijetijdsbesteding georganiseerd worden op grond van de leeftijd en de behoeften van de minderjarigen.

15° De straffen moeten aan de persoonlijkheid van de minderjarige aangepast zijn en tot zijn opvoeding bijdragen. Ze mogen noch ontarend noch vernederend zijn.

In geen geval mogen ze traumatiserende gevolgen hebben. Elke lijfstraf en onthouding van een maaltijd zijn verboden.

Het opvoedingsproject zal de straffen vermelden die eventueel door de dienst gebruikt zullen worden. De wijze waarop deze die in de bijzondere gevallen zal hebben toegepast, wordt vermeld in het activiteitenregister.

16° De verschillende gezinsvervangende tehuizen georganiseerd door de dienst, alsmede de verschillende afdelingen van een residentiële begeleidingsdienst, kunnen niet verder liggen dan vijftien kilometer van de gewone werkplek van de personen die de werkelijke leiding waarneemt.

17° Het opvoedingsproject levert het bewijs van een minimaal begeleidingspersoneel. Vanaf een erkende capaciteit van vijftien, moet het 0.45 volle tijd bedragen voor elke ten laste genomen minderjarige, waarvan de helft ten minste opvoeders zijn. Ten minste de helft van dezen moet een kwalificatie van opvoeder klasse 1 kunnen bewijzen.

Art. 11. De gezinsvervangende tehuizen moeten eveneens voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° De verantwoordelijke voor het tehuis moet werkelijk ter plaatse wonen. In geval van afwezigheid, ziekte of verhindering wijst hij een persoon aan die geschikt is om hem te vervangen. De volledige identiteit van deze persoon moet voor kennisgeving medegedeeld worden aan de administratie van de jeugdbescherming.

2° De uitoefening, door een samenwonende, van een activiteit die verschillend is van die van het gezinsvervangend tehuis, moet verenigbaar zijn met zijn rol in dit tehuis en kan geen stoornis veroorzaken.

Wanneer hij aan de activiteiten van het gezinsvervangend tehuis deelneemt, kunnen zijn verstrekkingen in aanmerking worden genomen als deeltijdse verstrekkingen.

Art. 12. De opname van andere minderjarigen dan de begunstigde wordt toegelaten binnen de perken van de erkende capaciteit. Die andere minderjarigen worden echter niet beschouwd als betoelagde eenheden.

Art. 13. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing, onverminderd de uitvoering van de bepalingen van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn) en van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsprocedure*

Art. 14. De aanvraag moet bij de Minister ingediend worden met behulp van de documenten die daartoe door de administratie afgegeven worden.

Art. 15. § 1. De Minister brengt de aanvraag over aan de secretaris van de erkenningscommissie, die ze registreert en er de ontvangst van aan de aanvrager bevestigt. De commissie brengt haar advies uit binnen de drie maanden na de registratie van de aanvraag. Ze licht er de Minister en de aanvrager over in.

§ 2. Wanneer de omstandigheden het niet mogelijk maken alle elementen van de zaak te beoordelen, kan die termijn met drie maanden verlengd worden.

Het is ook zo wanneer uit het onderzoek blijkt dat, ook al zijn alle erkenningsvoorwaarden niet vervuld, deze in de loop van die nieuwe termijn wel vervuld zouden kunnen zijn.

§ 3. Wanneer het advies niet binnen de gestelde termijn uitgebracht is, kan de Minister de commissie van ambtswege bijeenroepen. In dit geval kan deze op geldige wijze beraadslagen en beslissen, wat het aantal aanwezige leden ook is.

Art. 16. Binnen de maand die volgt op de ontvangst van het advies van de erkenningscommissie licht de Minister de aanvrager in over het gevolg dat aan zijn aanvraag wordt gegeven en deelt hem het bedrag mede van de toelagen die hem voor het lopende jaar toegekend worden.

TITEL III. — De toekenning van toelagen

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 17. § 1. De aan de erkende personen en diensten toegekende toelagen omvatten, naar gelang van de gevallen, een variabel deel en een vast deel.

§ 2. De toelagen worden toegekend binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

Afdeling 1. — Het variabel deel van de toelage

Art. 18. § 1. Het variabel deel bestaat uit de dagelijkse toelage voor gewone kosten en uit de dagelijkse toelage voor bijzondere kosten :

a) de toelage voor gewone kosten dekt de gehele kosten inherent aan de aanwezigheid van de begunstigde, inzonderheid de voeding, de kleding, de was, het herstellen van schoenen, de gewone farmaceutische kosten, de toiletbenodigdheden, de kapperskosten, de opvoedingsactiviteiten, het medisch toezicht, de kosten voor de eredienst of de lekenmoraal;

b) de toelage voor bijzondere kosten dekt de gehele vervoerkosten, schoolkosten, kosten voor parascolaire activiteiten, vakantiekosten, kosten voor eerste uitzet en het zakgeld.

§ 2. De dagelijkse toelage wordt vastgesteld op grond van de leeftijd van de minderjarige alsmede van de persoon of de dienst die hem ten laste neemt.

§ 3. De Minister bepaalt de uitzonderlijke bijzondere kosten waarvoor een tegemoetkoming verleend kan worden naast de forfaitaire toelage, en de procedure voor de uitbetaling ervan.

Art. 19. De uitbetaling van het variabel deel van de toelage geschiedt maandelijks en na vervallen termijn op grond van de presentielijsten voor begunstigten, medegedeeld aan de administratie tot wier bevoegdheid de jeugdbescherming behoort. Deze lijst vermeldt eveneens het aantal aanwezigheidsdagen van de niet-begunstigde minderjarigen.

Afdeling 2. — Het vaste deel van de toelage

Art. 20. § 1. Het vaste deel bestaat uit een forfaitaire toelage voor personeelskosten en een forfaitaire toelage voor werkingskosten; het wordt vastgesteld door de kenmerken van de dienst en de betoelaagde capaciteit in aanmerking te nemen.

§ 2. In de maand oktober van elk jaar stelt de Minister de betoelaagde capaciteit van het volgende jaar vast en deelt zijn beslissing aan de betrokken dienst mede. Ze wordt vastgesteld op grond van het aantal tenlastenemingen gedurende de periode waarop het jaarlijkse verslag van opvoedingsactiviteiten bedoeld in artikel 9, 9°, betrekking heeft.

Art. 21. § 1. Wanneer, gedurende de referentieperiode bedoeld in het vorige artikel, het bezettingspercentage van de residentiële dienst gelijk is aan of hoger is dan :

a) zeventig honderdsten van de erkende capaciteit voor de gezinsvervangende tehuizen en de diensten met een capaciteit van minder dan vijftien;

b) tachtig honderdsten van de erkende capaciteit voor de diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren en voor de diensten met een capaciteit vanaf vijftien;

c) vijftientachtig honderdsten van de erkende capaciteit voor de andere diensten met een capaciteit vanaf zestig, is de betoelaagde capaciteit gelijk aan de erkende capaciteit.

§ 2. In de andere gevallen is de betoelaagde capaciteit gelijk aan de gemiddelde bezetting van de referentieperiode, vermeerderd met tien honderdsten. Het zo gekregen getal wordt, in voorkomend geval, op de hogere eenheid afgerond.

§ 3. Wanneer de betoelaagde capaciteit, gedurende twee opeenvolgende jaren, lager is dan de erkende capaciteit, kan de dienst de aanpassing hiervan vragen. Na het advies van de erkenningscommissie te hebben ingewonnen, stelt de Minister de nieuwe erkende capaciteit vast.

Art. 22. Voor de diensten voor plaatsing in gezinnen stemt de betoelaagde capaciteit overeen met het gemiddelde aantal minderjarigen die gedurende de referentieperiode ten laste worden genomen.

Art. 23. § 1. Wanneer de Minister een niet-residentiële dienst erkent, stelt hij er de betoelaagde capaciteit van vast. Deze bedraagt minimaal vierentwintig en maximaal tweeënzeventig betoelaagde eenheden.

§ 2. Wanneer het aantal tenlastenemingen, gedurende de referentieperiode, met meer dan zes eenheden lager of hoger is geweest dan de betoelaagde capaciteit, kan deze door de Minister herzien worden na advies van de erkenningscommissie.

A. De forfaitaire toelage voor personeelskosten.

Art. 24. § 1. Voor elke dienst maken referentienormen het mogelijk het aantal betrekkingen te bepalen dat voor de berekening van de forfaitaire toelage voor personeelskosten in aanmerking genomen dient te worden. Deze normen komen in bijlage 4 van dit besluit voor.

§ 2. Voor elke residentiële dienst dient een forfaitair bedrag als basis voor de berekening van de toelage. Het gaat om het quotiënt van de totale provisionele loonmassa die in 1986 in aanmerking wordt genomen — of van de betoelaagde loonmassa in het geval van de diensten voor plaatsing in gezinnen en diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren — door het aantal betrekkingen waarop ze betrekking heeft. In voorkomend geval wordt deze loonmassa aangepast om rekening te houden met de wijziging van sommige barema's.

§ 3. Voor elke niet-residentiële dienst dient een forfaitair bedrag als basis voor de berekening van de toelage vanaf 1988. Het gaat om het quotiënt van de totale provisionele loonmassa die in 1987 in aanmerking wordt genomen, door het aantal betrekkingen waarop ze betrekking heeft. In voorkomend geval wordt de loonmassa aangepast om rekening te houden met de vereisten van dit besluit en met de wijziging van sommige barema's.

§ 4. De forfaitaire toelage voor personeelskosten is het produkt van het aantal in aanmerking te nemen betrekkingen door het forfaitaire bedrag.

§ 5. Ieder jaar kan de forfaitaire toelage voor personeelskosten aangepast worden op grond van een door de Minister vastgestelde coëfficiënt.

Art. 25. § 1. De forfaitaire toelage voor personeelskosten wordt alleen definitief uitgekeerd als ze gestaafd wordt door de overlegging van de door de administratie vereiste bewijsstukken. Het deel van de toelage die niet gestaafd zou worden, zou een terugbetaalbaar niet-verschuldigd bedrag uitmaken.

§ 2. Wordt eveneens aanvaard als staving van de toelage voor personeelskosten, op grond van behoorlijk opgemaakte facturen, de betaling van prestaties van personen of van dienstverlenende ondernemingen, wanneer ze administratieve of boekhoudkundige taken verrichten die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de dienst of voor de naleving van de erkenningsvoorwaarden.

§ 3. Worden echter niet in aanmerking genomen voor de staving van de toelage voor personeelskosten, de bezoldigingen uitgekeerd aan de personeelsleden die behoren tot de raad van bestuur of tot het daarmee gelijkgestelde controleorgaan.

B. De forfaitaire toelage voor werkingskosten.

Art. 26. De forfaitaire toelage voor werkingskosten is het produkt van de betoelaagde capaciteit door het in bijlage 3 bedoelde bedrag voor de categorie waartoe de dienst behoort.

Ze dekt onder meer de kosten voor beddegoed, linnen, verzekeringen, onderhoudsprodukten, onderhoud van de lokalen, water, gas, elektriciteit en brandstoffen, bureaustkosten en kosten voor dienstreizen, de lasten die geboekt worden voor de afschrijving van de gebouwen waarvan de dienst eigenaar is, of voor de huur van de gebouwen die hij betreft, alsmede voor de afschrijving van het meubilair en het materieel.

C. Bepalingen met betrekking tot het geheel van de forfaitaire toelage.

Art. 27. § 1. Wanneer, bij toepassing van artikel 12, de dienst niet-begunstigde minderjarigen opneemt, wordt het geheel van de forfaitaire toelage verminderd naar verhouding van de bezetting die voortvloeit uit de tenlasteneming van begunstigten. Ze wordt voorlopig vastgesteld op grond van de toestand van 1986 voor 1987, en op grond van de toestand gedurende de in artikel 20, § 2, vermelde referentieperiode voor 1988 en de volgende jaren.

§ 2. Het geheel van de forfaitaire toelage wordt aan de diensten toegekend in verhouding met één twaalfde per maand.

§ 3. In geval van wijziging van de erkende capaciteit gedurende het jaar, kan de betoelaagde capaciteit dienovereenkomstig aangepast worden. In dit geval wordt het bedrag van de forfaitaire toelage die vanaf deze wijziging tot het einde van het jaar toe te kennen is, eveneens herzien.

Art. 28. § 1. De Minister, na het advies van het overlegorgaan te hebben ingewonnen :

1° past de betoelaagde capaciteit aan, wanneer de dienst bewijst dat hij verhinderd werd normaal te werken door rampzalige gebeurtenissen, toeval of overmacht;

2° past de toelage voor personeelskosten van een dienst aan :

a) hetzij wanneer hij bewijst dat dit noodzakelijk is wegens de bijzondere behoeften van de begunstigten of omdat het aangewezen is een origineel opvoedingsproject te beproeven;

b) hetzij wanneer, door de evolutie van de anciënniteit en de kwalificatie van zijn personeel, de wijze van berekening van die toelage voor hem bijzonder nadelig uitvalt;

3° stelt voorlopig de betoelaagde capaciteit en de forfaitaire toelage voor personeelskosten van nieuwe erkende diensten vast totdat ze bepaald zal kunnen worden zoals door artikel 21 van dit besluit erin is voorzien.

§ 2. De aanpassing van de forfaitaire toelage voor personeelskosten bij toepassing van § 1, 2°, a, wordt alleen toegekend aan de diensten die een bezettingspercentage aantonen dat gelijk is aan of hoger is dan de percentages waarvan sprake in artikel 21.

Art. 29. Het in artikel 9, 9°, bedoelde jaarverslag van opvoedingsactiviteiten bepaalt de verantwoording van de aanvragen om aanpassing die bij toepassing van vorig artikel ingediend worden. Dit verslag maakt gewag van het aantal tenlastenemingen en, in voorkomend geval, van hun verdeling volgens de verschillende wijzen vermeld in artikel 35 van dit besluit. Het stelt de tendensen van hun evolutie vast. Gezien het opvoedingsproject verantwoordt het de begeleiding die in het werk wordt gesteld voor de werkelijke verwezenlijking ervan alsmede de wijze waarop de kwalificaties van het personeel daartoe hebben bijgedragen.

Afdeling 3. — Bepalingen met betrekking tot het geheel van de toelage

Art. 30. Elke gedane uitgave moet verantwoord kunnen worden. De betalingsbewijzen moeten ter beschikking van de administratie gehouden worden.

Art. 31. De uitgekeerde toelagen worden verminderd naar verhouding van de toelagen die door andere overheidsbesturen gestort worden. Er wordt met deze toelagen echter alleen rekening gehouden voor zover zij gestort werden om de uitgaven te dekken die reeds in aanmerking werden genomen voor de vaststelling van de uitgekeerde toelagen.

Art. 32. Er wordt enkel één onderhoudsdag geteld voor de dag van de aankomst en deze van het vertrek van de minderjarige die krachtens de wet ten laste wordt genomen. Die dag is die van de aankomst.

Art. 33. § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 72 van de wet, worden de aan de personen en aan de diensten uitgekeerde toelagen verminderd met de loonbijdrage van de begunstigen wanneer zij werken.

§ 2. De aan de personen uitgekeerde toelagen worden verminderd met de kinderbijslag die voor de begunstigen ontvangen wordt. De toeslag op de uitkeringen toegekend voor gehandicapte begunstigen komt echter niet in aanmerking voor de berekening van het bedrag dat van de toelagen af te trekken is.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen*

Afdeling 1. — Begeleiding door personen

Art. 34. § 1. De erkende particulieren kunnen een dagelijkse toelage krijgen.

Deze toelage wordt niet uitgekeerd indien het totale aantal personen die in het gezin tegen bezoldiging al dan niet ten laste van de overheid opgenomen worden, hoger is dan drie, behalve als het uitsluitend gaat om de leden van eenzelfde broeder- en zusterschap.

§ 2. Kunnen eveneens de dagelijkse toelage krijgen, niet erkende particulieren, wanneer zij minderjarigen van hun familie tot de derde graad ten laste nemen of wanneer zij aanvaarden samen te werken met een erkende dienst voor plaatsing in gezinnen.

Afdeling 2. — Betoelaagde residentiële wijzen van tenlasteneming.

Art. 35. § 1. De verschillende residentiële wijzen van tenlasteneming zijn :

1° de huisvesting;

2° of hierna :

a) het schoolinternaat;

b) de studentenkamer;

c) de huisvesting onder supervisie;

d) de poging tot wederintegratie in het leefmilieu.

§ 2. Het jaarlijkse totaal van de tenlastenemingsdagen, zoals bepaald in § 1, 2°, kan één vierde van het aantal mogelijke dagen niet overschrijden, noch het equivalent van vijftien dagelijkse tenlastenemingen.

§ 3. De in § 1, 2°, bedoelde tenlastenemingen worden onderworpen aan twee voorwaarden : de goedkeuring van de plaatsingsoverheid en het akkoord van de minderjarige over de modaliteiten die door de directie van de dienst uitgewerkt worden. Deze modaliteiten en deze toestemmingen worden in een geschrift opgenomen waarvan een afschrift aan de plaatsingsoverheid en aan de minderjarige afgegeven wordt.

§ 4. Dat geschrift bepaalt de plaats waar de minderjarige woont; deze kan, naar gelang van zijn persoonlijkheid en het individuele opvoedingsproject, hetzij alleen, hetzij met een groep wonen. Indien het gaat om een huisvesting onder supervisie, kan deze groep niet meer dan drie begunstigen bevatten.

§ 5. De tenlasteneming, zoals bedoeld in § 1, 2°, c en d, kan georganiseerd worden :

1° in het rechterlijk arrondissement waar de dienst zijn zetel heeft;

2° buiten het rechterlijk arrondissement, in een straal van vijftien kilometer vanaf de gewone werkplek of vanaf de verblijfplaats van het lid van de opvoedingsploeg belast met de tenlasteneming.

Van deze bepaling kan alleen afgeweken worden wanneer, dank zij de verbindingsmiddelen, een langere afstand het niet onmogelijk maakt snel op te treden.

Zo'n afwijking maakt de plaatsingsoverheid of van de administratie noodzakelijk.

§ 6. De tenlastenemingen, zoals bedoeld in § 1, 2°, c en d, kunnen zes maanden niet overschrijden. Ze kunnen twee keer verlengd worden zonder een totale duur van achttien maanden te overschrijden.

§ 7. De minderjarigen die tenlastenemingen, zoals bedoeld in § 1, 2°, c, genieten, moeten de volle leeftijd van ten minste zestien jaar hebben bereikt.

Ze moeten beschikken over voldoende inkomsten om in hun materiële behoeften te voorzien.

Afdeling 3. — Niet-residentiële begeleiding

Art. 36. De erkende niet-residentiële diensten ontvangen een forfaitaire toelage voor werkings- en personeelskosten.

In de door de Minister te bepalen gevallen, kunnen ze eveneens een toelage ontvangen om sommige bijzondere kosten te dekken.

HOOFDSTUK III. — *Overlegprocedure*

Art. 37. Er wordt een overlegorgaan voor het overleg inzake jeugdbescherming opgericht. Dit orgaan wordt ermee belast de Minister in te lichten inzake het verlenen van toelagen aan de erkende personen en diensten.

Het spreekt zich uit over de algemene regels voor de toekenning van toelagen, de ontwerpen van wijziging hiervan en over hun toepassing binnen de diensten of instellingen die ze vertegenwoordigen.

Art. 38. Dit overlegorgaan is samengesteld uit :

a) een vertegenwoordiger van de inrichtende machten van de diensten voor plaatsing in gezinnen;

b) vier vertegenwoordigers van de inrichtende machten van de personen of diensten die belast zijn met maatregelen van residentiële begeleiding, waarvan ten minste één de gezinsvervangende tehuizen vertegenwoordigt;

c) twee vertegenwoordigers van de inrichtende machten van de diensten die belast zijn met maatregelen van niet-residentiële begeleiding;

d) zeven vertegenwoordigers van de verschillende categorieën van personen die in de erkende instellingen of diensten werken;

e) twee leden aangewezen door de Administratie tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort;

f) een afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort.

Art. 39. § 1. Het overlegorgaan wordt door de afgevaardigde van de Minister voorgezeten.

§ 2. De in de punten a tot d vermelde leden en hun plaatsvervaardigers worden door de Minister benoemd op een dubbele lijst voorgedragen door de representatieve verenigingen en organisaties voor een vernieuwbare termijn van vier jaar.

Ze genieten een toelage van vijfhonderd frank per vergadering en krijgen een terugbetaling voor hun reis- en verblijfkosten volgens de geldende regels.

§ 3. De in de punten e of f vermelde leden nemen aan de vergaderingen deel met raadgevende stem.

Art. 40. Indien een lid, gedurende zijn mandaat, zijn hoedanigheid van mandataris verliest, wordt het vervangen volgens dezelfde aanwijzingswijze. Het aldus benoemde lid beëindigt het mandaat van de persoon die het vervangt.

TITEL IV. — Bijzondere, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — Bijzondere bepalingen

Art. 41. § 1. Het bedrag van de dagelijkse toelagen uitgekeerd voor minderjarigen die krachtens de wet ten laste worden genomen in inrichtingen waarvan de dagprijs vastgesteld wordt op initiatief van elk ministerieel departement of van een instelling bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut volgens een berekeningswijze ander dan deze die door dit besluit bepaald wordt, is gelijk aan die prijs.

§ 2. Indien het verwezenlijken van een origineel of bijzonder opvoedingsproject het vereist, bepaalt de Minister bij een in de Executieve overlegd besluit :

a) na het advies van de erkenningscommissie te hebben ingewonnen, de bijzondere erkenningsbepalingen die nageleefd dienen te worden;

b) na het advies van het overlegorgaan te hebben ingewonnen :

1° de referentienormen voor de berekening van de forfaitaire subsidie voor personeelskosten;

2° de forfaitaire toelage voor werkingskosten;

3° de in aanmerking te nemen bijzondere kosten.

Over deze bepalingen wordt een overeenkomst gesloten met de betrokken dienst.

HOOFDSTUK II. — Opheffingsbepalingen

Art. 42. Opgeheven worden, voor de Franse Gemeenschap :

a) het besluit van de Executieve van 9 januari 1984 tot bepaling van de gemeenschappelijke basisregels die toepasselijk zijn voor de erkenning en de subsidiëring van de natuurlijke of rechtspersonen, van de werken of inrichtingen die zich bereid verklaren tot het huisvesten van minderjarigen geplaatst krachtens de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten die een alternatief bieden voor de huisvesting, en voor de subsidiëring van de diensten voor plaatsing in gezinnen of organisatie van erkende gezinsvervangende tehuizen;

b) het koninklijk besluit van 22 november 1974 tot vaststelling van de algemene voorwaarden voor erkenning, bedoeld in artikel 66 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

c) het koninklijk besluit van 22 november 1966 met betrekking tot de toelagen voor bijzondere kosten, bepaald bij artikel 70, vierde lid, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

HOOFDSTUK III. — Overgangsbepalingen

Art. 43. § 1. De particulieren die, op 31 augustus 1975, vier of vijf krachtens de wet geplaatste minderjarigen huisvesten, blijven de dagelijkse toelage genieten tot het normale vertrek van de gehuisveste minderjarigen, voor zover zij geen nieuwe ter vervanging van dezen opnemen.

§ 2. De particulieren die begunstigen opnemen en die, zonder aan de vereisten van dit besluit te voldoen, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit één of meerdere minderjarigen huisvesten, kunnen, tot het normale vertrek van dezen, een dagelijkse toelage krijgen. Ze kunnen er geen nieuwe ter vervanging van dezen ontvangen.

§ 3. Tijdens het eerste semester 1987 kunnen niet erkende particulieren de dagelijkse toelage bekomen, indien zij zonder verwijl de stappen ondernemen die noodzakelijk zijn voor hun erkenning. De uitwerking van deze bepaling houdt op zodra hun betekend wordt dat hun erkenning afgewezen wordt.

Art. 44. § 1. De diensten die krachtens de wet erkend zijn of vóór de inwerkingtreding van dit besluit een overeenkomst hebben aangegaan, zijn van rechtswege erkend, voor zover ze, binnen de termijn van één jaar vanaf de bekendmaking hiervan, het bewijs leveren dat ze de nieuwe bepalingen naleven die bij dit besluit bedoeld zijn.

§ 2. De residentiële diensten die vóór de inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn, behouden hun erkende capaciteit niettegenstaande de bepalingen van artikel 4, 2°, d).

Art. 45. § 1. De diensten die belast zijn, vóór de inwerkingtreding van dit besluit, met de begeleiding van maatregelen, zonder erkend te zijn, beschikken over een termijn van zes maanden vanaf de bekendmaking van dit besluit om zich te schikken naar de algemene erkenningsvoorwaarden bedoeld bij dit besluit. Ze moeten hun aanvraag om erkenning in de vereiste vorm binnen dezelfde termijn indienen, behoudens toeval of overmacht.

§ 2. De toelating van de residentiële diensten krachtens de vorige bepalingen wordt tot 31 december 1987 verlengd. De Minister beslist binnen deze termijn over de aanvragen om erkenning van deze diensten.

Art. 46. § 1. De invoering van het als minimum geldend genormaliseerd boekhoudkundig plan zal op 1 januari 1988 verwezenlijkt moeten zijn.

§ 2. Er zal een opvoedingsproject dat aan de door de Minister bepaalde vereisten voldoet, ingediend worden met het eerste verslag van opvoedingsactiviteiten vóór 15 september 1987.

Dit project zal uitmaken of de dienst over het bij artikel 10, 17°, bedoelde aantal opvoeders klasse 1 beschikt, en, zo niet, welke middelen de dienst zich voornemt aan te wenden om deze toestand te verhelpen.

Art. 47. Voor het jaar 1987 wordt de betoelaagde capaciteit van de residentiële diensten vastgesteld :

a) voor de diensten voor plaatsing in gezinnen, op het aantal minderjarigen die op 1 januari 1987 ten laste zijn genomen of op het gemiddelde van het jaar 1986 indien dit gunstiger is;

b) voor de diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren, op het totaal van de betoelaagde capaciteiten vastgesteld voor de tehuizen die ze organiseren;

c) voor de gezinsvervangende tehuizen en de andere residentiële diensten, op de op 31 december 1986 erkende capaciteit, voor zover het bezettingspercentage in 1985 en 1986 niet lager is geweest dan tachtig honderdsten. Zo niet, dan wordt de betoelaagde capaciteit verminderd op de gemiddelde bezetting van het jaar 1986, in voorkomend geval afgerond op de hogere eenheid. De voorwaarde met betrekking tot het bezettingspercentage is echter niet vereist van de diensten die voor de eerste keer in 1985 en 1986 erkend worden.

Art. 48. § 1. Wanneer het aantal betrekkingen bepaald door de referentienormen, bij toepassing van dit besluit, lager is dan het aantal betrekkingen dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de provisionele loonmassa van 1986, kan de residentiële dienst waarvan het bezettingspercentage in 1985 en 1986 niet lager was dan tachtig honderdsten, uitzonderlijkterwijls, voor het jaar 1987 een toeslag op de forfaitaire toelage voor personeelskosten krijgen.

§ 2. Deze toeslag wordt bepaald, rekening houdend met :

a) de betrekkingen van psycholoog en maatschappelijk assistent die in 1986 werkelijk bezet waren ten belope van maximaal één halfzijdse betrekking vanaf een erkende capaciteit van vijftien en één voltijdse betrekking vanaf een capaciteit van dertig;

b) de betrekkingen van opvoeder-groepschef die in 1986 werkelijk bezet waren ten belope van maximaal een halfzijdse betrekking vanaf een erkende capaciteit van zesendertig en een voltijdse betrekking vanaf een capaciteit van tweeënzeventig.

Het aldus in aanmerking genomen aantal betrekkingen kan echter niet hoger zijn dan dit van 1986.

Art. 49. Voor het jaar 1987 geschiedt de betoelaging van de niet-residentiële diensten op grond van een overeenkomst volgens tevoren door de Executieve vastgestelde nadere regels.

Art. 50. § 1. Wanneer, bij toepassing van dit besluit, de forfaitaire toelage voor personeelskosten, uitgekeerd aan de dienst, het niet mogelijk maakt sommige leden van zijn personeel waarvan de betrekking vroeger betoelagd was, in dienst te houden, kan deze dienst uitzonderlijkwijs een aanvullende toelage genieten om de bezoldiging uit te betalen en de wettelijke opzeggingsvergoeding toe te kennen waarop de ontslagen personeelsleden aanspraak kunnen maken. Die aanvulling wordt echter niet toegekend aan de diensten die in 1985 en 1986 een bezettingspercentage hadden dat lager was dan tachtig honderdsten.

§ 2. Die toelage wordt door de Minister vastgesteld op grond van de inlichtingen die vermeld zijn in de lijst van de personen die deze bepaling aangaat, die hem voor uiterlijk 1 mei 1987 overgezonden zal worden door de verschillende bedoelde diensten.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 51. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1987.

Art. 52. Het Lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 maart 1987.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,

Ph. MONFILS

De Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap,

E. POULLET

Bijlagen

Bijlage 1. — *Normen met betrekking tot de gebouwen en de installaties van de residentiële diensten met uitzondering van de diensten voor plaatsing in gezinnen*

1° De bouwen moeten goed onderhouden worden. Ze moeten verwarmd worden; de vochtigheid moet bestreden worden.

2° De noodzakelijke maatregelen moeten genomen worden om brand te voorkomen en te bestrijden alsmede om, bij brand, de evacuatie mogelijk te maken. Het bestaan van deze maatregelen moet vastgesteld en bekrachtigd worden door een verslag van de territoriaal bevoegde gemeente- of gewestdienst.

3° Er moet in een voldoende elektrische verlichting in elk lokaal voorzien worden. Een noodverlichting is verplicht in de ruimten waar meer dan twintig minderjarigen gehuisvest zijn.

4° Drinkwater van goede kwaliteit moet zoveel men wil beschikbaar zijn. Waar geen waterdistributie bestaat, moet een analyse ten minste één keer per jaar verricht worden door de provinciale gezondheidsdiensten.

5° De sanitaire installaties moeten aan de leeftijd van de minderjarigen aangepast zijn en ten minste bestaan uit :

a) één W.C. voor tien minderjarigen en één bijkomende W.C. telkens als het tiental overschreden is : deze installaties moeten zich dicht bij de daglokalen en de nachtllokalen bevinden en voorzien zijn van een handwasbakje;

b) één bad of één stortbad voor 10 minderjarigen;

c) één wastafel met stromend water voor 3 minderjarigen;

de wastafels van de meisjes van meer dan twaalf jaar moeten geïnstalleerd zijn in individuele hokjes met één bidet voor 15 vrouwelijke minderjarigen.

Indien minderjarigen van beide geslachten gehuisvest zijn, moeten de sanitaire installaties gescheiden zijn.

6° De huishouduitrusting waarover ze beschikken moet voldoende en in goede staat zijn.

7° Het maximum aantal minderjarigen die gehuisvest kunnen worden, kan het aantal niet overschrijden dat de ruimte, de plaatschikking en de bestemming van de lokalen toelaten, rekening houdend met het feit dat de slaapzalen of slaapkamers over een rechtstreekse verluchting moeten beschikken en de volgende minimumafmetingen hebben :

a) oppervlakte per bed voor kinderen die 3 jaar of minder oud zijn : 3 m²;

b) oppervlakte per bed voor kinderen die ouder zijn dan 3 jaar : 5 m²;

c) oppervlakte per bed voor kinderen die ouder zijn dan 10 jaar : 6 m²;

d) oppervlakte van de individuele kamers : 6 m².

8° Elk kind moet beschikken over een individueel bed, een stoel of een kapstok om er zijn dagkledingstukken aan op te hangen, en over een bergoppervlakte of, indien het ouder dan twaalf jaar is, een kast.

De stapelbedden met maximaal twee niveaus worden bij wijze van uitzondering toegelaten indien ze een voldoende veiligheid waarborgen.

De bedden moeten een tussenruimte van ten minste 0,8 m of 1,2 m hebben als het gaat om stapelbedden; in dit laatste geval moet er een volume van 14 m³ per persoon zijn.

9° Behalve indien elke minderjarige over een individuele kamer beschikt, moet in een lokaal voor de afzondering van de zieken voorzien worden, naar verhouding van één bed voor 25 minderjarigen.

10° Indien jongens en meisjes die ouder zijn dan 10 jaar opgenomen worden, moeten de slaapzalen, slaapkamers en afzonderingslokalen die voor de enen en de anderen bestemd zijn, duidelijk gescheiden zijn.

11° De dienst moet beschikken over lokalen die uitsluitend bestemd zijn voor het verblijf. Ze moeten een oppervlakte van ten minste 4 m² voor elke opgenomen minderjarige hebben en een rechtstreekse verluchting hebben.

12° De lokalen voor de huisvesting en het verblijf van het personeel moeten gescheiden zijn van deze die voor de minderjarigen bestemd zijn. Een lokaal, dat dicht bij de slaapzalen of slaapkamers van dezen gelegen is, moet het toezicht bij nacht mogelijk maken.

Bijlage 2 — Bepalingen met betrekking tot de bewijsstukken

1 De volgende stukken zijn bij de aanvraag om erkenning te voegen

a) een naamlijst met vermelding van, onder meer, de geboorteplaats en -datum, de burgerlijke stand, de verblijfplaats, het beroep, de activiteiten van de aanvrager, het personeel en elke andere persoon die regelmatig in de dienst tewerkgesteld is of er verblijft;

b) een afschrift van de verzekeringspolissen die gesloten dienen te worden bij toepassing van artikel 6 van dit besluit,

c) een attest van de vast aangewezen geneesheer van de dienst, dat bevestigt dat het personeel en elke persoon die regelmatig in de dienst tewerkgesteld is of er verblijft, de voorwaarden bedoeld in artikel 5, § 2, van dit besluit vervult,

d) een recent attest van een overheidsdienst voor brandbestrijding, dat bevestigt dat de in bijlage 1, 2° bedoelde voorwaarden vervuld zijn.

Elke wijziging van de gegevens die bij de indiening van de aanvraag werden verstrekt, moet ter kennis van de administratie worden gebracht.

2 De volgende stukken moeten ter beschikking van de inspectiedienst van de administratie worden gehouden

a) de getuigschriften van goed zedelijk gedrag van de personeelsleden en van elke persoon die regelmatig in de dienst tewerkgesteld is of er verblijft,

b) het jaarlijkse geneeskundig getuigschrift bepaald voor elk personeelslid en voor elke persoon die regelmatig in de dienst tewerkgesteld is of er verblijft,

c) de afschriften van de diploma's, brevetten, getuigschriften en attesten met betrekking tot het gevolgde onderwijs, de gevolgde volmakingscursussen, tot het (de) vroeger uitgeoefende ambt(en) en de duur hiervan,

d) de overeenkomst tussen de dienst en de vast aangewezen geneesheer

e) het activiteitenregister,

f) het volledige dossier van elke minderjarige

g) de verslagen over de analyse van het water indien ze vereist zijn bij toepassing van bijlage 1, 4°

Bijlage 3 — Vaststelling van de dagelijkse toelage en van de werkingskosten

I MAATREGELLEN VOOR DE RESIDENTIELE BEGELEIDING

1 Variabel deel

1° dagelijkse toelage voor gewone kosten

a) aan de opvanggezinnen

137 frank voor elke begunstigde die minder dan drie jaar oud is,
146 frank voor elke begunstigde die meer dan drie jaar en minder dan 12 jaar oud is,
156 frank voor elke begunstigde die twaalf jaar en meer oud is,

b) aan de gezinsvervangende tehuizen en andere diensten

67,50 frank voor elke begunstigde die minder dan drie jaar oud is,
82 frank voor elke begunstigde die meer dan drie jaar en minder dan twaalf jaar oud is,
99 frank voor elke begunstigde die twaalf jaar en meer oud is,

2° forfaitaire dagelijkse toelage voor bijzondere kosten

a) aan de opvanggezinnen

3,50 frank voor elke begunstigde die minder dan drie jaar oud is,
6 frank voor elke begunstigde die meer dan drie jaar en minder dan twaalf jaar oud is,
15 frank voor elke begunstigde die twaalf jaar en meer oud is,

b) aan de gezinsvervangende tehuizen en andere diensten

een dagelijks forfait dat gelijk is aan het quotiënt van het bedrag van de overeenstemmende uitgaven in 1986 door het aantal dagen aanwezigheid van begunstigten gedurende dat jaar,

c) aan de erkende diensten, gedurende hun eerste werkingsjaar alsmede voor de minderjarigen die het recht op een toelage openen bij toepassing van artikel 41 van dit besluit

8 frank voor elke begunstigde die minder dan drie jaar oud is,
10,50 frank voor elke begunstigde die meer dan drie jaar en minder dan twaalf jaar oud is,
19,50 frank voor elke begunstigde die twaalf jaar en meer oud is

2 Vast deel

forfaitaire toelage voor werkingskosten

a) voor de diensten voor plaatsing in gezinnen

De werkingskosten van de diensten voor plaatsing in gezinnen geven aanleiding tot een forfaitaire toelage van 7 300 frank per jaar en per betoelaagde eenheid,

b) voor de gezinsvervangende tehuizen

De werkingskosten van de gezinsvervangende tehuizen geven aanleiding tot een forfaitaire toelage van 27 192,50 per jaar en per betoelaagde eenheid, indien ze door een dienst georganiseerd worden, en zo niet, 21 717,50 frank per jaar en per betoelaagde eenheid,

c) voor de diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren

De werkingskosten van de diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren geven aanleiding tot een forfaitaire toelage van 730 frank per jaar en per betoelaagde eenheid,

d) voor de andere diensten

De forfaitaire toelage voor werkingskosten wordt op 27 192,50 frank per jaar en per betoelaagde eenheid vastgesteld

II MAATREGELLEN VOOR DE NIET-RESIDENTIELE BEGELEIDING

Forfaitaire toelage voor werkingskosten

De forfaitaire toelage voor werkingskosten wordt vastgesteld op

- a) voor een betoelaagde capaciteit van 24
208 430 frank per jaar,
- b) voor een betoelaagde capaciteit van 36
223 590 frank per jaar,
- c) voor een betoelaagde capaciteit van 48
284 220 frank per jaar;
- d) voor een betoelaagde capaciteit van 60
289 660 frank per jaar;
- e) voor een betoelaagde capaciteit van 72
312 640 frank per jaar;

Deze bedragen zijn aan de spilindex 114,2 verbonden.

Voor al deze bedragen wordt de wet van 2 augustus 1971 toegepast houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijs worden gekoppeld, gewijzigd door de latere besluiten.

Bijlage 4 — *Referentienormen die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de forfaitaire subsidie voor personeelskosten*

A Residentiële diensten

- 1° Gezinsvervangende tehuizen en residentiële diensten met een erkende capaciteit van minder dan vijftien
 - 1 opvoeder voor 3 b e met een minimum van 2 (1)
 - 1/2 onderhoud voor 5 b e met een minimum van 1/2 (1)
- 2° Diensten voor plaatsing in gezinnen
 - 1/2 maatschappelijk assistent voor 15 b.e. met een minimum van 1/2
 - 1/4 administratief voor 15 b e met een minimum van 1/4
 - 1/4 directeur voor 45 b e met een maximum van 1
 - 1/4 psycholoog voor 45 b e met een maximum van 1 (1),
 - 1/4 geneesheer voor 60 b e met een maximum van 1 (1)
- 3° Diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren (2)
 - 1 directeur,
 - 1/2 maatschappelijk assistent voor 15 b e ,
 - 1/2 administratief voor 15 b e
- 4° Andere residentiële diensten vanaf een erkende capaciteit van vijftien
 - 1 directeur;
 - 1 opvoeder voor 3 b.e. ,
 - 1/2 onderhoud voor 5 b e
 - 1/2 psychosociaal voor 15 b e ,
 - 1/2 administratief voor 15 b.e. ,
 - 1/4 verpleger voor 30 b e
- 5° Andere residentiële diensten vanaf een erkende capaciteit van zestig
 - 1 verantwoordelijke voor de algemene coördinatie (1);
 - 1 pedagogisch verantwoordelijke (1),
 - 1 administratief verantwoordelijke (1)
 - 1 opvoeder voor 3 b.e. ,
 - 1/2 onderhoud voor 5 b e ,
 - 1/2 psychosociaal voor 15 b e. ,
 - 1/2 administratief voor 15 b.e. ,
 - 1/4 verpleger voor 30 b.e

B. Niet-residentiële diensten

- 1 coördinator,
- 1 licentiaat in de menswetenschappen, te weten
 - een licentiaat in de rechten of in de criminologie voor de diensten die opvoedende of filantropische verstrekingen organiseren,
 - een licentiaat in de toegepaste psychologie of in de psychologische wetenschappen voor de centra voor opvoedingsoriëntatie (1),
- 1 opsteller
- vanaf 24 b e 1 maatschappelijk werker voor 12 b e (3)

(1) het voorschot van de overeenstemmende loonmassa geschiedt alleen in geval van werkelijke werving van het bedoelde personeel

(2) naast het personeel waarop elk gezinsvervangend tehuis individueel aanspraak kan maken

(3) b e betoelaagde eenheid,
maatschappelijk werker opvoeder klasse 1 of maatschappelijk assistent

Aanwending en verantwoording van het forfait voor personeelskosten :

1° De aanwending van de forfaitaire toelage voor personeelskosten kan verantwoord worden door de uitbetaling van bezoldigingen berekend volgens de barema's vermeld in bijlage 5 van dit besluit alsmede de wettelijke werkgeverslasten en de bijkomende voordelen toegekend krachtens de sectoriële C.A.O.'s.

2° Voor de berekening van de geldelijke anciënniteit, worden alleen in aanmerking genomen, de diensten die werkelijk gepresteerd worden, alsmede deze die, krachtens de sociale wetgeving, met werkelijke diensten gelijkgesteld kunnen worden.

3° Alleen de diensten gepresteerd vanaf de leeftijd vastgesteld voor elk ambt in bijlage 5 van dit besluit worden in aanmerking genomen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit.

Voor het directiepersoneel, worden de vroegere prestaties in een ambt, ander-dan een directieambt, alleen in aanmerking genomen ten belope van vijftenzeventig honderdsten, om de geldelijke anciënniteit te bepalen.

4° De volgende documenten zijn vereist om te bewijzen dat de aangevoerde prestaties werkelijk zijn :

a) het attest van de werkgever met vermelding van het beklede ambt, de juiste periode van de prestaties, het gepresteerde wekelijkse dienstrooster;

b) het attest betreffende de stortingen verricht bij een pensioenkas of een instelling van sociale zekerheid;

c) elk ander bewijsstuk dat eventueel door de administratie vereist zou worden.

5° Sommige uitgaven voor personeelskosten worden niet in aanmerking genomen :

a) de bezoldigingen uitbetaald aan personeelsleden die niet de in bijlage 5 van dit besluit vastgestelde kwalificatie bezitten;

b) het deel van de bezoldigingen en wettelijke werkgeverslasten dat de bedragen overschrijdt die ten laste vallen van de overheid voor een volledig dienstrooster met uitzondering van de prestaties in het onderwijs voor sociale promotie dat georganiseerd wordt ten gunste van de personeelsleden van de diensten bedoeld bij dit besluit; bij wijze van overgangsmatregel, worden de cumulaties ten laste van de overheid die vóór 1 augustus 1975 bestonden, tot hun normale einde toegelaten.

Bijlage 5. — *Kwalificatievereisten en barema's van de bezoldiging van het personeel die de toekenning van de forfaitaire toelage verantwoorden*

A. Opvoedend personeel :

1. Opvoeder klasse 1 (20 jaar) :

— een eindexamen of -getuigschrift van het niveau van het pedagogisch, sociaal of paramedisch hoger onderwijs, ten minste van het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, de opvoeder van de klasse 2a of 2b die in dienst was op 1 september 1966, op voorwaarde dat hij respectievelijk tien en vijftien jaar dienst als opvoeder op 21 december 1974 telde.

Barema : 190 800 — 311 640
 3/1 × 3 816
 1/2 × 3 816
 1/2 × 5 088
 2/2 × 10 176
 9/2 × 8 904

2. Opvoeder klasse 2 (20 jaar) :

— De opvoeders van de klasse 2 die voldoen aan de voorwaarden vereist om toegang tot de klasse 2a te krijgen en op 7 september 1976 in dienst waren, kunnen de bezoldiging blijven genieten die vroeger voor de klasse 2 bepaald was, wanneer het bedrag hiervan voordeliger blijkt dan dat van het barema van de klasse 2a.

Barema : 172 922 — 223 872
 3/1 × 3 816
 1/2 × 3 816
 7/2 × 5 088

3. Opvoeder klasse 2a (20 jaar) :

— een eindexamen of getuigschrift met pedagogische, sociale of paramedische oriëntatie, ten minste van het niveau van het hoger secundair technisch onderwijs, met volledig leerplan of voor sociale promotie;

— een brevet van verpleger of nursing-assistent;

— een brevet van kinderverzorgster, voor zover deze zich met kinderen die 0 tot 6 jaar oud zijn, bezighoudt.

Barema : 172 992 — 247 404
 3/1 × 3 180
 4/2 × 3 816
 8/2 × 5 088
 1/2 × 8 904

4. Opvoeder klasse 2b (20 jaar) :

— een eindexamen of getuigschrift van ten minste het niveau van het algemeen of technisch hoger secundair onderwijs;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, de opvoeder van de klasse 3 die op 1 september 1966 in dienst was, op voorwaarde dat hij op 21 december 1974 vijf jaar dienst als opvoeder telde.

Barema : 165 360 — 241 680
 3/1 × 3 816
 1/2 × 3 816
 12/2 × 5 088

5. Opvoeder klasse 3 (18 jaar) :

- een brevet, uitgereikt door een inrichting van het hoger secundair beroepsonderwijs of van het algemeen, technisch of kunstlager secundair onderwijs;
- met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, het personeel dat op 21 december 1974 drie jaar dienst als opvoeder telde, alsmede het opvoedend personeel dat op 15 september 1975 in dienst was en dat op die datum een getuigschrift of een brevet van het lager beroepsonderwijs bezat.

Barema : 152 360 — 216 876
 3/1 × 2 000
 5/2 × 3 580
 8/2 × 5 077

na 9 jaar : 156 856 — 223 872
 3/1 × 2 000
 5/2 × 4 080
 8/2 × 5 077

6. Hoofdopvoeder (21 jaar) : zelfde voorwaarde als opvoeder klasse 1.

Barema : 221 328 — 342 168
 3/1 × 3 816
 1/2 × 3 816
 1/2 × 5 088
 2/2 × 10 176
 9/2 × 8 904

B. Psychisch-medisch-sociaal personeel :

1. Maatschappelijk assistent, verpleger A1 (23 jaar) : wettelijk vereist diploma.

Barema : 201 400 — 306 340
 3/1 × 4 452
 12/2 × 7 632

na 9 jaar : 230 656 — 335 596
 3/1 × 4 452
 12/2 × 7 632

na 18 jaar : 256 944 — 361 884
 3/1 × 4 452
 12/2 × 7 632

2. Gebrevetteerde verpleger A2 (21 jaar) : wettelijk vereist diploma.

Barema : 184 440 — 305 280
 3/1 × 3 816
 1/2 × 3 816
 1/2 × 5 088
 2/2 × 10 176
 9/2 × 8 904

na 9 jaar : 201 400 — 313 972
 3/1 × 4 452
 13/2 × 7 632

3. Psycholoog (24 jaar) :

- diploma van licentiaat in de beroepsselectie en -oriëntatie of in de toegepaste psychologie of in de psychologische wetenschappen.

Licentiaat in de rechten of in de criminologie (24 jaar) : wettelijk vereist diploma.

Barema : 273 480 — 436 932
 3/1 × 8 904
 10/2 × 13 674

4. Geneesheer (24 jaar) : wettelijk vereist diploma.

Barema : 343 440 — 525 972
 3/1 × 8 904
 10/2 × 15 582

5. Geneesheer-specialist (24 jaar) : wettelijk vereist diploma.

Barema : 464 280 — 674 160
 11/2 × 19 080

C. Administratief personeel :

1. Klerk (18 jaar) :

- diploma van het lager secundair onderwijs of ermee gelijkgesteld;
- met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, vanaf 1 januari 1974, het administratief personeel dat vóór 1 juli 1973 in dienst was.

Barema : 148 000 — 210 516
 3/1 × 2 000
 5/2 × 3 180
 8/2 × 5 077

2. Klerk-stenotypiste (18 jaar) :

— diploma van het lager secundair onderwijs en getuigschrift dat de kennis van stenotypie bewijst.

Barema :	151 180 — 213 696
	3/1 × 2 000
	5/2 × 3 180
	8/2 × 5 077

3. Opsteller (20 jaar) :

— diploma van het hoger secundair onderwijs en ermee gelijkgesteld.

Barema :	163 088 — 279 840
	3/1 × 3 816
	2/2 × 3 680
	11/2 × 8 904

4. Huismeester (20 jaar) :

— diploma van het hoger secundair onderwijs of ermee gelijkgesteld.

Barema :	190 800 — 311 640
	3/1 × 3 816
	1/2 × 3 816
	1/2 × 5 088
	2/2 × 10 176
	9/2 × 8 904

D. Onderhoudspersoneel :

— geen kwalificatievereiste.

Barema :	155 602 — 185 712
	3/1 × 1 614
	2/2 × 1 634
	10/2 × 2 200

E. Directiepersoneel :

1. Directeur, coördinator (24 jaar) :

— een einddiploma of getuigschrift van het niveau van het pedagogisch of sociaal hoger onderwijs van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie en drie jaar opvoedende functies;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, het personeel dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, werkelijk het ambt van directeur uitoefende met inachtneming van de vroegere reglementaire bepalingen.

Barema :	273 480 — 436 932
	3/1 × 8 904
	10/2 × 13 674

2. Pedagogisch verantwoordelijke (24 jaar) :

— een einddiploma of getuigschrift van het niveau van het pedagogisch of sociaal hoger onderwijs van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie en drie jaar opvoedende functies;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, het personeel dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, werkelijk het ambt van onderdirecteur of opvoeder groepschef uitoefende overeenkomstig de vroegere reglementaire bepalingen.

Barema :	A. 273 480 — 436 932
	3/1 × 8 904
	10/2 × 13 674

B. na zes jaar anciën- niteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst :	298 920 — 476 046
---	-------------------

	3/1 × 8 904
	11/2 × 13 674

Het genot van het B-barema wordt toegekend aan het ermee gelijkgestelde personeel dat de vereiste anciënniteit en een kwalificatie die als voldoende wordt beschouwd, kan bewijzen. De Minister bepaalt deze kwalificatie en stelt de nadere regels vast voor de controle erop.

3. Administratief verantwoordelijke (24 jaar) :

— een einddiploma of getuigschrift van het niveau van het economisch hoger onderwijs van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie, of een licentie hetzij in de economische wetenschappen hetzij in de toegepaste economische wetenschappen hetzij in de arbeidswetenschappen;

- bij overgangsmaatregel kan dit ambt uitgeoefend worden door de personeelsleden die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, werkelijk het ambt van onderdirecteur of opvoeder-groepschef uitoefenden overeenkomstig de vroegere reglementaire bepalingen, voor zover ze een opleiding ondernemen om de vereiste kwalificatie te verwerven. Deze bepaling houdt op uitwerking te hebben, als ze, hetzij niet meer kunnen bewijzen regelmatig ingeschreven te zijn en zo'n opleiding te volgen, hetzij, na de opleidingsperiode, het einddiploma of -getuigschrift niet behalen.

Barema : A. 273 480 — 436 932
 3/1 × 8 904
 10/2 × 13 674

B. na zes jaar ancienniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst :

3/1 × 8 904
 11/2 × 13 674

Het genot van het B-barema wordt alleen toegekend aan het personeel dat het bewijs kan leveren van de ancienniteit en de vereiste kwalificatie.

4. Verantwoordelijke voor de algemene coördinatie (24 jaar) :

- een einddiploma of -getuigschrift van het niveau van het pedagogisch, sociaal of paramedisch hoger onderwijs van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie en een aanvullende opleiding die als voldoende beschouwd wordt op het gebied van het beheer en vijf jaar opvoedings- of beheersfuncties;
- een einddiploma of -getuigschrift van het niveau van het economisch hoger onderwijs van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie of een licentie hetzij in de economische wetenschappen hetzij in de toegepaste economische wetenschappen hetzij in de arbeidswetenschappen en een aanvullende opleiding die als voldoende beschouwd wordt op het gebied van de menswetenschappen en vijf jaar opvoedings- of beheersfuncties;
- met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, het personeel dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, werkelijk het ambt van directeur uitoefende overeenkomstig de vroegere reglementaire bepalingen.

Barema : A. 298 920 — 476 046
 3/1 × 8 904
 11/2 × 13 674

B. na zes jaar ancienniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst :

11/2 × 19 080

Het genot van het B-barema wordt toegekend aan het ermee gelijkgesteld personeel dat de vereiste ancienniteit kan bewijzen alsmede een kwalificatie die als voldoende wordt beschouwd. De Minister bepaalt deze kwalificatie en stelt de nadere regels vast voor de controle erop.

De uitoefening van een leidend ambt is onverenigbaar met de uitoefening van een ander ambt binnen dezelfde dienst.

De bezoldigingen toegekend aan de personeelsleden die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit krachtens barema's die bij vorige reglementaire bepalingen bedoeld zijn, kunnen in aanmerking worden genomen voor de verantwoording van de aanwending van de forfaitaire toelage voor personeelskosten tot het vertrek van dezen.

De gewaarborgde minimale jaarlijkse bezoldiging van 157 200 frank wordt toegekend aan elk personeelslid dat ten minste 21 jaar oud is en dat een voltijds ambt uitoefent.

De barema's zijn indexeerbaar volgens de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij de latere besluiten; alle bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 114,20.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van 12 maart 1987.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,
 Ph. MONFILS

De Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap,
 E. POULLET